

La Lutte de Classes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

1 rue de La Réale,
PARIS (1^{er}).

JUIN 1929

2^{me} ANNÉE
N° 11

S O M M A I R E

Un Congrès de salle d'attente (*Editorial*). — Les mouvements de masse et la bureaucratie (*P. Naville*). — L'opposition communiste allemande : Réponse à Urbahns (*Gegen den Strom*). — Réponse à Brandler (*Volkswille*). — Le Léninbund et Trotsky (*A. Thalheimer*). — Politique de le-

gendes (*Volkswille*). — Discours sur le programme (*Rosa Luxembour*). — L'ogarchie bureaucratique en U.R.S.S. (*Primus*). — Chiffres. — Que faire ? Enquête. — Les Livres : L'Impérialisme et la décadence capitaliste, par Primus (*F. Gérard*). — Les Revues.

Un congrès de Salle d'attente

(*La S. F. I. O. à Nancy*)

Le 26^e congrès national du parti Socialiste vient de se terminer à Nancy. Il se distingue des précédents en ce sens que la classique motion politique noir-blanc généralement unanime fait défaut. C'est évidemment une perte ; ce parti nous avait habitués à admirer, dans ses productions littéraires, cette conciliation des contraires qui se nomme le galimatias. Aujourd'hui, il renonce même à ce moyen suprême d'expression ; il se refuse à avoir une opinion quelconque sur les événements présents, il cache sa carence politique derrière une façade « doctrinale ». C'est ainsi qu'il nous étale une majestueuse déclaration sur le « Socialisme et l'école ». Bien que ses auteurs s'en défendent, cette déclaration n'est qu'un tissu de lieux communs radicaux empruntés au vocabulaire rationaliste de la bourgeoisie française du 18^e siècle. « Ni doctrine, ni dogme, mais la vérité démontrée et l'exercice de la raison » y trouve-t-on. C'est par la « raison » avec une « impartialité sereine » (sic)

que les pédagogues socialistes enseignent l'histoire aux fils d'ouvriers. Quant à la conscience de classe elle ne saurait d'après ces messieurs se concrétiser dans la « fragilité de l'enfance » pas plus d'ailleurs dans l'âge mûr et sénile car ils en ignorent la signification. Mais, si nous écartons cette pompeuse phraséologie pour en arriver aux conséquences réelles du congrès, nous y constatons le désir des différentes fractions de se ménager pour l'avenir une base solide dans l'organisation, et par suite l'impossibilité pour chacune d'elles de définir sa politique, afin de ne pas dévoiler ses batteries.

L'éternelle question de la participation au gouvernement est au fond de toutes les discussions, surtout quand personne n'y fait directement allusion. La droite veut le pouvoir en collaboration avec les radicaux, sans conditions préalables. Rien ne permet de douter qu'elle sache employer la force contre le prolétariat révolutionnaire, si les intérêts de l'Etat bourgeois, dont elle aurait la garde,

l'exigent. La gauche brûle tout autant d'arriver à ce gouvernement tant désiré, mais le caractère ouvrier de sa base lui donne de gros soucis. La crainte du communisme, la terreur d'une réaction saine du prolétariat contre une aussi honteuse collusion lui créent un motif de perpétuelle hésitation. Elle se tourne avec regret vers les pays voisins la Belgique, l'Angleterre où le spectre bolchévik n'est guère troublant, où on peut tout se permettre. Elle redoute le jour peut-être proche où la question sera posée. Elle multiplie les escarmouches avec les radicaux dans l'espoir de le reculer. Si la victoire travailliste a fortifié la droite dans son audace et sa résolution, par contre, le caractère de la situation politique, la composition du Parlement, rendent sinon impossible, du moins très incertain la formation d'un nouveau cartel. Ce fait suffit à expliquer l'inexistence politique des décisions du congrès. Aucun problème brûlant ne permettait aux tendances de s'affronter, elles avaient donc toutes les deux intérêt à se taire. Une des rares interventions politiques, celle de Blum sur les dettes inter-alliées, arriva comme un cheveu sur la soupe et ne souleva aucun écho. Le parti tout entier est muet sur cette question si grave : Blum n'est pas beaucoup plus explicite : théoriquement il admet le principe des dettes, se placent ainsi résolument sur le terrain de la bourgeoisie, mais il se refuse à ratifier tels quels les accords passés entre une France militariste et l'Amérique, en affirmant qu'une « France démocratique et socialiste » ne doit pas renoncer à obtenir leur révision. Sa pensée contradictoire l'est beaucoup moins si on la considère comme un anel du pied aux partis de gauche pour que la France devienne partie intégrante de la Sainte Trinité démocratique (suivant l'expression de Renaudel) des peuples Européens qui ont à leur tête des ministres social-démocrates. Blum travaille ouvertement à la soumission des radicaux dans un futur gouvernement socialiste. La droite les admettrait immédiatement sur un plan d'égalité. Entre elle et Blum, il n'y a qu'une différence de ton déterminée par les ambitions personnelles et le caractère tortueux du leader. La droite fut de beaucoup la plus violente contre l'indiscipline de Boncour et de ses amis. Leur anglophobie, leur cléralisme le plus vulgaire, la gênent considérablement pour ses rapprochements avec les radicaux à l'intérieur et avec les partis socialistes Allemands et Anglais à l'extérieur. Comme il fallait s'y attendre elle mena le combat avec sa violence habituelle contre le bolchevisme, faisant admettre par le Congrès une motion contre la terreur en Russie; mais la seule véritable manœuvre politique à laquelle elle se livra, ce fut la tentative de révision des statuts du parti.

L'organisation actuelle avec sa représentation proportionnelle des tendances assure le pouvoir et les places de bureaucrates à la majorité du centre et de la gauche. En revanche, la droite possède la plus grande partie du groupe parlementaire. D'où, les revendications demandant l'élection d'un organisme central par le Congrès en dehors de toute tendance, sur la base des services rendus au parti. La prédominance serait ainsi automatiquement donnée aux parlementaires, aux fonctionnaires municipaux et syndicaux réformistes, tous ceux qui des coulisses de l'administration peuvent en effet rendre des « services » à la masse cotisante. Certains droitiers auraient même voulu une représentation au Congrès proportionnelle non aux effectifs mais au nombre de voix obtenus par les fédérations. Toutes ces attaques ont trouvé devant elles, la vieille direction de gauche solidement unie pour défendre ses prérogatives bureaucratiques. Elle a remporté un succès autant plus marqué qu'elle a mis certes plus d'ardeur à sauver son avoine qu'à définir ses positions doctrinales. La droite battue a préféré se retirer sur l'Aventin, refusant sa part de responsabilité dans les organes dirigeants. Le jour où on aura besoin d'elle et ce jour est fatal, elle sait qu'elle pourra les réintégrer avec tous les avantages que son petit chantage lui aura permis d'obtenir. A aucun moment, il ne peut y avoir perspective de scission car seules des nuances morales, une crainte plus ou moins grande des responsabilités et de la classe ouvrière divisent les deux fractions. Un nommé Hussel, secrétaire de la fédération de l'Isère, s'étant plaint de l'effet désastreux produit sur les électeurs ouvriers de la présentation par Renaudel du rapport sur l'aviation, Bracke l'homme de gauche lui répondit en ces termes : « Quand il a été question de l'attribution du rapport de l'aviation, Renaudel m'a fait l'amitié (!) de me consulter et je lui ai conseillé de l'accepter. Pourquoi ? D'abord parce qu'il fallait éviter la nomination d'hommes qui représentaient la mainmise des entreprises capitalistes sur l'aviation. Ensuite parce que nous avons songé à protéger la vie des aviateurs civils et militaires, obligés trop souvent de piloter des appareils dans des conditions dangereuses (!!!) les aviateurs ont été pour beaucoup dans la décision prise sur cette question ». (sic). Voilà ce qu'a trouvé le « représentant de la pensée Marxiste » dans le parti S.F.I.O. pour justifier les appétits de ses camarades parlementaires ! Que Paul Boncour vienne à rapporter le budget de la guerre, Bracke nous avertira que c'est pour défendre la vie des gardes mobiles. Toute la pensée de la gauche est résumée dans cette réponse : une hypocrisie larvée, où se

coudoient une phraséologie révolutionnaire, et une attitude conformiste, par dessus tout, la terreur de montrer clairement à la classe ouvrière ce qu'ils sont.

Nous avons essayé dans le fatras des discussions de dégager quelques tendances. Que doit-on en penser du point de vue du prolétariat ?

A la grande vague révolutionnaire de 1920 a succédé une longue période d'affaissement consécutive à une nouvelle croissance du capital. Les méthodes de plus en plus coercitives de la bourgeoisie, la rationalisation avec son abrutissement mécanique ont affaibli chaque année davantage la capacité de résistance du prolétariat, lui ont enlevé toute pensée propre. C'est l'âge d'or pour les prétendus conducteurs du peuple, les politiciens professionnels du régime parlementaire ; la petite bourgeoisie, les professions libérales, les fonctionnaires dont on peut dire en France qu'ils fournissent le personnel politique à tous les partis d'où qu'ils viennent, s'empresse d'encadrer un prolétariat en veilleuse, substituent sous le nom d'intérêt général leurs intérêts particuliers de classe moyenne aux intérêts les plus généraux du prolétariat. Ces

classes espèrent ainsi reconquérir d'une manière plus adaptée aux conditions modernes de la grande propriété capitaliste, le terrain que le développement de ce capitalisme leur avait fait perdre. Telle est l'évolution du radicalisme au socialisme parlementaire. Il leur faut pour cela un prolétariat inerte, un prolétariat qui se détourne de la Révolution et c'est ici que le parti communiste dégénéré leur est un précieux auxiliaire. Dans la répugnance de l'immense majorité du prolétariat pour les méthodes Staliniennes de la bureaucratie et de la gymnastique « léniniste », le socialisme français trouve l'atmosphère indispensable au développement de son poison réformiste et lénifiant. Tels deux lutteurs qui dans la lutte prennent appui l'un sur l'autre, le défenseur de la bourgeoisie française, et le valet de l'oligarchie soviétique puisent chacun leurs forces dans les ignominies de l'autre. Ce sera au prolétariat, sortant de son sommeil à la lueur des crises prochaines, de se débarrasser de cette enveloppe pourrie qui n'avait pu croire qu'à la faveur de son sommeil. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Les mouvements de masse et la Bureaucratie

Dans les compétitions électorales, menées selon toutes les règles du républicanisme d'extrême-gauche, le parti retrouve un bon nombre de voix. Les dernières élections municipales ont montré qu'une partie appréciable de la classe ouvrière et petite bourgeoisie tenait à manifester son opposition au gouvernement d'Union Nationale en votant pour les candidats du parti communiste.

Mais dans la lutte économique et dans la lutte politique prolétarienne le parti ne réussit à entraîner aucune masse. Il ne réussit même pas à s'entraîner lui-même. Nous avons signalé depuis longtemps ce fait, surtout lors des élections législatives de 1928. Depuis, ce processus n'a fait que s'aggraver. La distance grandit entre l'influence électorale que le parti conserve par l'intermédiaire de sa presse et l'action révolutionnaire qu'il peut exercer sur la masse ouvrière pour des buts strictement prolétariens.

Evidemment, ce n'est pas seulement la structure bureaucratique du parti, sa corruption, son incapacité à la sélection, qui en sont les responsables. Il faut aussi compter avec les rapports généraux des classes dans la période actuelle, qui réalisent un équilibre nettement en faveur du patronat : d'où la répression sous toutes ses formes, et l'isolement du parti communiste, qui ne sait pas rester dans la confiance étroite des masses.

Il y a longtemps que le parti a complètement abandonné tout esprit marxiste dans sa recherche des terrains et méthodes de lutte ; les circulaires de l'I. C. et des conciliabules à huis-clos dont les conclusions sont imposées, lui suffisent. Donc, on

ne peut pas s'attendre à ce que, grâce à des discussions sérieuses dans les organismes centraux, le parti s'oriente vers un vrai « redressement ». Il y faudra la pression de la base, et des circonstances qui obligeront le prolétariat à reconstituer un parti de lutte marxiste. Actuellement nous voyons seulement quelques fonctionnaires décider d'un certain nombre de manifestations sans plus consulter le moins du monde les membres du parti, ou même la classe ouvrière dans sa généralité. C'est ainsi que depuis le mois de mai on voit se dérouler une série de manifestations « de masse » au petit bonheur, sans critique, et dans la passivité générale. Jetons un coup d'œil sur cette série.

Le Premier Mai

Le point de départ en est le Premier Mai. Nous avons parlé de cette journée dans notre dernier numéro. Nous avons dit que « cette « journée de lutte » apparut comme une journée d'attente dans laquelle le prolétariat, indifférent aux hurlements du parti, étourdi par la pression policière, fut très passif ». C'est rigoureusement exact. Malgré ses « tous dans la rue ! » et autres mots d'ordres de désarroi, le parti ne fut pas suivi ; les syndicats non plus : 3 à 4.000 syndiqués seulement qui se rendaient aux lieux de pointage de leurs cartes furent dispersés ou appréhendés sans résistance. Cela n'était guère fait pour accréditer la théorie de la « radicalisation » des masses. Un flot d'auto-critique révéla une fois de plus que la passivité de la masse venait de son incompréhension de « l'imminence des dangers de guerre », du « ca-

ractère de la répression », etc... Remarquons, entre parenthèses, que les dirigeants du parti s'en prennent toujours de leurs échecs au « degré de conscience » du prolétariat : ils ne cherchent pas dans les rapports de classe profonds les raisons de la plus ou moins grande clarté de cette conscience. Ils raisonnent non comme des marxistes, mais comme de vulgaires politiciens bourgeois.

Vincennes

Ensuite vient la journée du 19 mai à Vincennes, destinée à protester (1) contre la préparation à la guerre. Aucun marxiste, aucun communiste ne peut songer à nier que les Etats capitalistes reconstituent leur armement et même le développent grâce à la technique actuelle, en vue de guerres futures; c'est l'évidence. Mais ce n'est pas tout de constater ce fait. Il faut l'appuyer d'une analyse sérieuse des raisons actuelles d'un conflit armé.

Contrairement au P. C., nous pensons que la guerre n'est pas *imminente* (imminent a un sens précis : cela veut dire qu'un événement va éclater d'un moment à l'autre : or, il y a déjà cinq ans que la guerre est *imminente*) et c'est pourquoi nous pensons qu'il faut profiter du temps qui nous est laissé jusqu'à ce qu'apparaissent les signes infaillibles d'un conflit prochain pour renforcer et développer l'influence prolétarienne révolutionnaire dans la classe ouvrière. Nous préparons ainsi d'autant mieux le rôle du prolétariat dans un prochain conflit, sans « protester », mais en combattant. Quoiqu'il en soit, le P. C. avait convié « les masses » à assister à la manifestation aérienne de Vincennes. Résultat : 2 à 300 membres du parti (sur 7 ou 8.000 que compte la région parisienne) s'étaient dérangés. Quelques cris isolés et quelques arrestations eurent lieu. Cette fois c'était un échec absolu. On fit rapidement le silence dessus, et l'autocratie convint, une fois de plus, que cet échec montrait que les masses ne comprenaient pas encore « l'imminence de la guerre ».

Le Mur

Troisième manifestation : le 26 juin, défilé traditionnel au Mur des Fédérés. Cette fois, la manifestation, autorisée comme de coutume, rassembla un nombre important de manifestants. Plutôt moins que les années précédentes, du reste; 15.000 environ. Naturellement la presse du parti gonfle et déforme le sens de ce défilé traditionnel. De ce qui ne fut qu'un défilé très calme, et sans bagarres sérieuses, sans haute stratégie ni conquête de la rue, *l'Humanité* fit une victoire de haute lutte, une riposte, enfin toutes les étiquettes magnifiques dont le journal du parti a coutume de rehausser n'importe quelle manifestation, pourvu que le parti y soit mêlé. Cette fois l'auto-critique décréta donc que les manifestants avaient su résister à la police, conquérir la rue, et appliquer la stratégie la plus reconfortante. A notre avis, il conviendrait mieux de constater que la manifestation étant autorisée, et les prescriptions policières ayant été observées (drapeaux déroulés seulement dans le cimetière, etc...), rien ne s'opposait à ce qu'un nombre appréciable de parisiens vinsent défilé devant le mur où combattirent les derniers communards.

Limoges

Plus récemment, des manifestations violentes se sont produites à Limoges à l'issue du procès Barataud; le parti les a entièrement revendiquées. Ces bagarres sont le fait d'une population, ouvrière et petite-bourgeoise, excitée plus ou moins spontanément contre un bourgeois qui en avait assis-siné d'autres, dont elle réclamait la tête. Cette tête ne lui ayant pas été accordée, la population manifesta violemment, se heurtant brutalement avec la police. Aussitôt *l'Humanité* et les communistes de Limoges, dont Perrin, le secrétaire du parti, confondu là-bas comme faux marin de la mer Noire, décrétèrent que ces manifestations « marquent une étape dans la voie de la lutte directe du prolétariat contre la bourgeoisie ». L'envoyé de *l'Humanité* écrit que la foule a manifesté contre la prison qui « même avec Barataud dans ses murs, est le symbole de la répression ». Ce sont là des quiproquos et des mensonges grossiers. Cette effervescence populaire n'avait rien d'une manifestation de classe : les ouvriers manifestaient si bien contre le « symbole de la répression » qu'ils réclamaient tout simplement la tête de Barataud ! Le parti communiste s'est montré particulièrement opportuniste et dépourvu de tout sens de classe profond dans cette occasion. Il a montré, comme nous l'avons écrit cent fois, qu'il est à la traîne des événements, à la remorque des mouvements populaires, à la queue de la démocratie...

Vers le 1 Août

Mais toutes ces analyses extraordinaires de *l'Humanité* s'expliquent facilement par le désir d'entraîner « les masses », toujours de l'extérieur, à une action décisive pour la « journée internationale contre la guerre, le premier août. Cette journée, qui doit avoir lieu simultanément dans la plupart des pays d'Europe, a été décrétée il y a quelques mois à Moscou, d'une manière purement bureaucratique. On a décidé que le premier août les masses seront prêtes à descendre dans la rue, et que leur action constituerait un tournant historique dans le mouvement ouvrier actuel. *L'Humanité* se livre à une débauche de paperasserie à ce sujet. Nous ne retiendrons que les articles du premier juin et du 8 juin. Par exemple, le 8 juin, on écrit (on, c'est-à-dire un bureaucrate russe quelconque) : « Nous avons montré que nous ne devons à aucun prix considérer cette journée comme une *manifestation ordinaire*, mais que son but est véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier actuel. En conséquence de quoi nous devons absolument lui donner une forme de journée de lutte, de grèves, de manifestations ».

A notre avis, ce bref texte concentre toute l'orientation erronée actuelle du P. C. Il consacre la conduite bureaucratique des mouvements révolutionnaires : il décrète qu'à tel moment on doit réaliser un tournant historique, non à l'instant même (comme ce fut le cas pour Octobre 1917) où on estime les rapports de forces propices, mais *plusieurs mois à l'avance*, c'est-à-dire à un moment où l'on ne peut savoir ce que sera exactement le rapport des forces au moment prévu. Ensuite il décide que ce « tournant historique » se manifestera par une journée de lutte, de grèves...

c'est-à-dire qu'il se prépare à décider bureaucratiquement des grèves, sans consultation des intéressés, sans objectif capable d'intéresser les masses.

Le mouvement communiste doit répudier cette attitude prétendument « gauchiste », et qui est simplement de l'opportunisme bureaucratique.

Dans le parti, dans la C.G.T.U., les ouvriers doivent protester contre cette tactique putschiste. Ils doivent réclamer une discussion ouverte sur ces questions. Ils doivent repousser les manœuvres. L'emprise bureaucratique et la pratique des mouvements de masses sont deux pratiques qui s'excluent. Tous les militants du parti, à la lu-

mière de l'expérience, doivent se rendre compte de cela. Plus le parti voudra entraîner les masses par des moyens bureaucratiques, plus en réalité il contrariera leurs mouvements et se retrouvera en définitive à leur train. Nos dirigeants ne violeront pas si longtemps impunément les lois fondamentales du marxisme révolutionnaire dans la lutte de classe. L'expérience aidant, la masse ouvrière imposera la révision de toute l'orientation actuelle de l'I. C. et le progrès vers une tactique de combat sans défaillance mais aussi sans utopies ni bavardages bureaucratiques.

Pierre NAVILLE.

L'OPPOSITION COMMUNISTE ALLEMANDE

Nous avons promis de fournir aux communistes français des documents de première main sur le développement du mouvement communiste en Allemagne. La chose est malaisée — vu l'extrême abondance de journaux publiés par les différentes tendances communistes divergeant du communisme officiel allemand (celui-là, on peut l'apprécier par les articles périodiques de l'*Humanité*), et l'évolution politique assez rapide de ces tendances. Nous essaierons néanmoins, au fur et à mesure des possibilités, d'en donner une idée suffisante. Nos camarades savent qu'en dehors du communisme officiel, deux tendances principales se disputent l'héritage du P.C.A. L'une s'est détachée du parti en 1927, avec les anciens dirigeants « gauchistes » du P.C.A., Ruth Fischer, Maslow, Urbahns ; elle a créé le *Leninbund* dont Urbahns est aujourd'hui le seul chef, Maslow et Ruth Fischer s'étant contentés de la politique de capitulation à outrance, façon Zinoviev. Dans l'ensemble, le *Leninbund*, qui publie la *Fahne des Kommunisten* hebdomadaire et la *Volkswille* tous les deux jours, s'est rallié aux idées défendues par l'opposition russe de gauche et particulièrement par Trotsky ; il est directement issu des cadres de la bolchevisation de 1924-25, et conserve sur les problèmes du mouvement révolutionnaire allemand l'attitude qui caractérisait ses membres en 1923-24 dans leur lutte contre la Centrale brandlérienne.

L'autre est connue sous le nom d'opposition « de droite », ou brandlérienne. Elle s'est détachée du parti, qu'elle cherche aujourd'hui à conquérir, de l'extérieur et de l'intérieur, seulement en octobre 1928, au moment de l'affaire Thaelmann-Wittorf. Elle possède aujourd'hui 8 organes régionaux dont le *Gegen den Strom* à Berlin, et compte dans ses rangs un grand nombre d'anciens Spartakistes. Elle a jusqu'à présent surtout combattu sur une plate-forme nationale, pour la régénération du parti communiste allemand.

Ces deux tendances, de contenu, de passé et d'avenir très inégaux, sont en profonde évolution et il nous paraît vain de statuer trop rapidement et définitivement sur leur orientation. Il est incontestable que, dans la carence persistante du P.C.A., chacune correspond à un certain mouvement réel de la classe ouvrière. Mais justement pour cela, justement parce que le prolétariat allemand, acculé à une situation misérable et pour-

vu d'une tradition révolutionnaire récente, en est à rechercher, sous la pression accrue de la bourgeoisie, ses positions d'attaque futures, nous devons nous attendre encore à des grands changements, que nous suivrons du plus près qu'il sera possible.

Pour commencer, nous publions quelques éléments d'une polémique récente au cours de laquelle les deux tendances ont précisé certains de leurs points de vue.

L'opposition brandlérienne tint le 15 mai un meeting contradictoire au sujet des récentes élections de Saxe et des journaux du premier mai. Urbahns et d'autres membres du *Leninbund* y apportèrent la contradiction. Ils donnèrent de cette réunion un compte rendu paru dans la *Volkswille* du 17 mai. C'est à ce compte-rendu que *Gegen den Strom* répondit dans l'article que nous publions ci-dessous, réponse à laquelle la *Volkswille* riposta à nouveau. Quoique brefs ces deux articles apportent de précieux éléments d'appréciation. Nous publions d'autre part un article de fond de la *Volkswille* contre un article de Thalheimer qui visait la politique « extrême-gauchiste » du *Leninbund*. Mieux que de vagues appréciations ces articles renseigneront nos camarades. Ultérieurement nous indiquerons ce qui selon nous, est le meilleur des tendances en question, et par où elles satisfont — ou non — au besoins actuels du mouvement communiste international.

Réponse à Urbahns

Dans la *Volkswille* Urbahns raconte toutes sortes de choses à propos de la « faillite » de la réunion brandlérienne. Il dit que les gens du *Leninbund* ont repoussé l'attaque de Brandler à Berlin. Nous conseillons à Urbahns et à ses amis de ne pas suivre l'exemple du C. C. et de ne pas se vanter de succès qu'ils n'ont pas obtenus. Urbahns a eu la parole dans notre réunion, aussi bien qu'un adepte du C. C. l'aurait obtenue s'il était prêt

à discuter calmement. Il est vrai qu'Urbahns a abusé de cette liberté de parole. Il a parlé de toutes sortes de choses, sauf du sujet de la soirée qui était les élections en Saxe et le Premier Mai. La raison pour laquelle il ne l'a pas fait, est très simple. Il n'a rien à en dire. Il avoue lui-même dans son journal que la critique que fit Fröhlich de la tactique du C. C. le premier mai est tout à fait juste. Ce qu'Urbahns apporte comme propositions positives est un mélange confus de mots d'ordre de l'Opposition et du C. C. La situation d'Urbahns est très précaire. Un nombre de plus en plus grand de ses adhérents reconnaît qu'il n'y a pas d'autre politique communiste pratique possible en Allemagne que celle de la soit-disant droite. Mais si Urbahns voulait admettre cela il faudrait qu'il se détache de son passé ultra-gauchiste. C'est parce qu'il évite d'aborder les questions allemandes pour masquer la faillite idéologique complète du Léninbund, qu'il nous fait l'objection équivalente que nous évitons d'aborder les questions russes.

Nous lui répondrons ici une fois pour toutes pour que la prochaine fois que nous nous rencontrerons dans une réunion publique, il n'ait plus de prétexte d'éluder les questions allemandes.

Nous étions et sommes des adversaires de la politique de Trotsky. Vous êtes donc pour Staline ? demande Urbahns. Absolument pas. Il ne nous est jamais venu à l'idée d'approuver tout ce que fait Staline, surtout pas l'administration de son appareil bureaucratique, ni sa politique du Comintern. Mais la politique de Trotsky mènerait l'union soviétique au bord de l'abîme et augmenterait le bureaucratisme encore davantage.

Afin d'éluder les questions pratiques de la politique communiste, Urbahns s'est caché derrière la théorie du socialisme dans un seul pays. Cette théorie joue pour lui à peu près le rôle du péché originel. Et voyez, nous autres, brandlériens, nous avons aussi commis des péchés. Il nous semble que toute cette polémique autour du socialisme dans un seul pays ne valait pas le papier qui a été noirci à son sujet. La discussion a été menée d'une façon purement scolastique des deux côtés. Les deux partis, Staline de même que Trotsky ont mal posé le problème. Mais si le problème a un sens quelconque, alors Trotsky a tort. La question de la construction du socialisme n'est pas une question purement économique. C'est une question politique. La base essentielle de la construction du socialisme est la dictature du prolétariat. Et à l'inverse, la dictature du prolétariat ne peut exister que si elle se crée une base économique, c'est-à-dire si elle construit le socialisme. La question n'est pas : « Peut-on construire le socialisme dans un seul pays ? » Elle est : « La dictature du prolétariat peut-elle s'affirmer dans un seul pays ? » Il est évident qu'on ne peut pas répondre à cela d'une façon affirmative pour tous les pays et pour tous les temps. Si le capitalisme ne se trouve pas, dans le reste du monde, dans la période de déclin, mais dans une époque d'évolution, alors une dictature du prolétariat ne pourra pas se maintenir dans un seul pays. Même dans un pays comme l'Autriche, la Bulgarie, ou la Hollande, la dictature du prolétariat ne peut pas s'affirmer isolément. Pour la Russie aussi, les menchévistes ont contesté cette possibilité, en donnant comme raison que le prolétariat russe était numériquement trop faible. Lénine s'est toujours élevé contre cette opinion et a déclaré que la dictature du prolétariat pouvait très bien s'affirmer en Russie malgré la faiblesse numérique de la classe ouvrière, à condition que le prolétariat poursuive une politique juste en face des paysans travailleurs. Et, dans cette question Trotsky s'est tout à fait trompé.

Que cela suffise à Urbahns pour le moment. Maintenant nous attendons de lui qu'il nous donne une réponse claire et nette au sujet des questions pratiques de la po-

litique révolutionnaire en Allemagne en général, et de nos propositions en particulier. Constantinople est un très beau pays, mais peut-être Urbahns fixera-t-il un jour ses regards vers une contrée moins éloignée.

Urbahns sait fort bien que le Léninbund, avec sa politique actuelle, ne vivra pas longtemps ; ce que le Léninbund fait aujourd'hui est un vacillement entre la politique de l'opposition et celle du C. C. ; Urbahns a souvent exprimé à l'Opposition cette reconnaissance idéologique et politique, en lui offrant le « bloc sans principes ». Le camarade Hausen lui a clairement répondu que nous n'y pensons pas. De la clarté, un règlement de comptes critique avec le passé — voilà le seul chemin sur lequel les ouvriers d'ultra-gauche peuvent avancer.

Gegen den Strom.

Réponse à Brandler

*Le « point de vue » de la droite
dans la question russe*

Dans un article intitulé « Réponse à Urbahns » l'organe brandlérien «Gegen den Strom» (Contre le Courant) parle de notre compte-rendu (qui n'est d'ailleurs pas du cam. Urbahns personnellement) de la réunion brandlérienne du 15 mai, et profite de l'occasion pour polémiquer contre le Léninbund en général et contre l'exposé qu'Urbahns fit dans cette réunion, en particulier. Comme l'article touche à des questions politiques importantes nous en parlerons plus longuement qu'il n'eût été, autrement, nécessaire.

Tout d'abord la feuille brandlérienne affirme qu'Urbahns aurait abusé de sa liberté de parole en parlant de tout, excepté du sujet de la soirée. Ce reproche, il faut le dire, est extrêmement naïf. Nous voulons admettre, en faveur des droitiers, qu'il n'est pas sincère. Ou alors, un brandlérien croit-il vraiment qu'on peut discuter des élections en Saxe ou des événements de Mai, sans aborder les fautes de la politique du P.C.A. et par là les questions fondamentales de la politique allemande et internationale ?

Ce qui rend le dit article de «Gegen den Strom» plus intéressant c'est qu'enfin le point de vue — dans la mesure où on peut appeler cela un point de vue — du groupe Brandler au sujet de la question russe y est exposé. Pour ne pas donner à penser que nous voulons cacher à nos camarades la conception brandlérienne sur cette question internationale qui est la plus importante, nous reproduisons ici textuellement ce que répond Brandler « une fois pour toutes », dans cet article :

« Nous étions et sommes des adversaires de la politique de Trotsky. » « Vous êtes donc pour Staline ? » demande Urbahns. Absolument pas. Il ne nous est jamais venu à l'idée, d'approuver tout ce que fait Staline, surtout pas l'administration de son appareil bureaucratique ni sa politique du Comintern. Mais la politique de Trotsky mènerait l'Union Soviétique au bord de l'abîme et augmenterait le bureaucratisme encore davantage.

Afin d'éluder les questions pratiques de la politique communiste, Urbahns s'est caché derrière la théorie du socialisme dans un seul pays. Cette théorie joue pour lui à peu près le rôle du péché originel en théologie. Et voyez, nous autres, brandlériens, nous avons aussi commis des péchés. Il nous semble

que toute cette polémique autour de la théorie du socialisme dans un seul pays ne valait pas le papier qui a été noirci à son sujet. La discussion a été menée d'une façon purement scolastique des deux côtés. Les deux parisiens, Staline de même que Trotsky ont mal posé le problème. Mais si le problème a un sens quelconque, alors *Trotsky a tort*. La question de la construction du socialisme n'est pas une question purement économique. C'est une question politique. La base essentielle de la construction du socialisme est la dictature du prolétariat. Et à l'inverse, la dictature du prolétariat ne peut exister que si elle se crée une base économique, c'est-à-dire, si elle construit le socialisme. La question n'est pas : « Peut-on construire le socialisme dans un seul pays ? » Elle est : « La dictature du prolétariat peut-elle s'affirmer dans un seul pays ? ».

Nous voilà renseignés. La question est mal posée. Mais permettez, chers camarades, pourquoi ne l'avez-vous pas mieux posée ? Pourquoi, pendant toutes ces années où dans l'Internationale Communiste, il s'agissait de répondre à cette question mal posée, avez-vous défendu la réponse encore plus mal posée par Staline et aidé à exclure de l'I.C. quiconque osait émettre le moindre doute quant à la justesse de la réponse Stalinienne ? Peut-être nous donnerez-vous à cela une réponse claire.

Il faut retenir en tous cas que *Brandler ne se déclare ni « pour Trotsky » ni « pour Staline »*. Mais c'est justement là ce que nous, communistes de gauche, reprochons aux brandlériens : à savoir que dans la question russe il ne prennent pas d'attitude claire. Nous faisons en cela tout à fait abstraction des noms de Staline, Trotsky, etc. L'essentiel est qu'en tant que communiste on doit prendre position envers les forces de classe qui sont représentées par ces noms. Les brandlériens ne l'ont jamais fait jusqu'à présent, ils ne le font pas plus aujourd'hui, ils n'ont réellement aucun point de vue à ce sujet. Ils croient pouvoir faire de la politique ouvrière allemande en tournant autour d'une des questions les plus importantes de la lutte de classe internationale, la question de la position actuelle des classes en Russie et de la question de la répercussion de la politique de Staline sur la lutte de classe prolétarienne hors de Russie. La théorie de la construction du socialisme dans un seul pays est étroitement liée à la question de la perspective de la révolution mondiale. Cependant les brandlériens pensent que cette discussion « ne vaut pas le papier qui a été noirci à son sujet. » Il ne font, par là, que prouver ce que nous, communistes de gauche, avons toujours dit : que toute l'attitude des droitières relativement à l'Allemagne est exactement aussi nationalement bornée, pour ne pas dire « socialiste-nationale », que l'est celle de Staline et du P.C.R. relativement à la Russie. Brandler dit : La question n'est pas : « Peut-on construire le socialisme dans un seul pays ? » La question est : « La dictature du prolétariat peut-elle s'affirmer dans un seul pays ? » Brandler répond affirmativement à cette dernière question. Nous y répondons négativement, parce qu'elle est, pour nous, identique à la question de la construction du socialisme. Nous nous appuyons en cela sur Lénine, qui a toujours affirmé, que la révolution russe s'écroulerait si elle n'était pas soutenue par la révolution dans d'autres pays. Parmi beaucoup de citations qui sont à notre disposition en voici toujours une :

« Nous ne vivons pas seulement dans un état mais dans un système d'états. et l'existence de la république soviétique est inimaginable à la longue à côté des états impérialistes. En fin de compte l'un ou l'autre sera vainqueur. » (Lénine en Mars 1919. Œuvres complètes, vol. 15, p. 102 en russe.)

Brandler reproche à plusieurs reprises, au Léninbund de ne pas prendre position dans les questions allemandes,

et de n'avoir rien à dire au sujet des élections en Saxe et du Premier Mai. Constantinople est certainement un beau pays, mais il faudrait qu'Urbahns fixe un peu son attention sur des contrées moins éloignées.

Voilà qui est bien dit ! Pendant cinq ans les brandlériens éminents ont été en déportation à Moscou, qui n'est, paraît-il, pas un beau pays. Pendant 5 ans ils ont été les spectateurs d'une politique de l'I.C. qu'ils jugeaient être nuisible. Allons, consolons-nous. Les chats de droite échaudés, craignent le feu, ils sont devenus sages et prennent position dans les questions russes et dans les questions internationales qui y sont liées. Mais ils n'ont rien à en dire parce qu'ils n'ont pas d'opinion à ce sujet. Et dans les domaines moins éloignés ? Le P.C.A. a eu des élections en mai. Le P.C.A. n'a rien su dire pour apprécier le résultat des élections. Les brandlériens se sont tu dans le P.C.A. Le Léninbund proposa un programme d'action (*Volkswille* du 30 mai 1928.) Un an après, les brandlériens constatent que le Léninbund n'a rien à dire au sujet des questions d'Allemagne. En Allemagne il y a des luttes économiques. Le Léninbund a fait depuis longtemps des propositions concrètes pour diriger ces luttes et propose de les discuter. Le P.C.A. a complètement fait défaut dans ces luttes. De même les brandlériens dans le P.C.A. et avec lui. Le P.C.A. a mené une campagne contre le croiseur-cuirassé, il l'a mené d'une façon pacifiste et opportuniste. Les brandlériens la menèrent aux côtés de la clique Thaelmann. Le Léninbund a fait dans cette campagne des propositions politiques concrètes, a proposé au P.C.A. un programme d'action particulier. Les brandlériens n'en savent rien, car à ce moment Staline et Thaelmann les tolèrent encore.

Cependant les brandlériens affirment que nous n'avons pas pris position dans toutes ces questions allemandes. Mais d'autre part ils affirment que le P.C.A. et *Losovsky* lui-même ont repris des mots d'ordre du Léninbund. Cela ne les empêche nullement d'écrire maintenant dans « *Gegen den Strom* » que nos mots d'ordre sont « un mélange confus de mots d'ordre de l'Opposition et du C. C. »

Ces réflexions suffiront pour aujourd'hui. Nous saisissons encore souvent l'occasion de parler d'autres questions politiques des contrées plus ou moins proches ou plus ou moins éloignées, et nous ne doutons pas que l'opportunisme brandlérien en perdra le souffle...

Volkswille.

Le Léninbund et Trotsky

La lettre de Trotsky au sujet des rapports du Léninbund avec notre opposition, lettre qui a paru d'abord dans *Gegen den Strom*, puis dans le N° 60 du *Volkswille*, a poussé cet organe à entamer une discussion selon la ligne indiquée par Trotsky. Dans l'article suivant nous parlerons de cette discussion, d'abord parce que cela montre, comment le Léninbund (et non seulement celui-ci, mais l'Opposition de « gauche » en général), à cause de sa soumission aveugle à Trotsky dans les questions russes aussi bien qu'internationales, est toujours entraîné dans des impasses répétées et condamné à la stérilité. Il apparaît d'autre part que ces gauches, lorsqu'ils suivent leur propre raisonnement, arrivent régulièrement à des résultats bien plus sensés ; il en est ainsi en ce moment pour la

question de la politique syndicale communiste, pour l'appréciation de l'action du parti lors du premier mai (où l'on ne voit alors rien de gauche ou d'ultra-gauche, mais quelque chose de « droite » c'est-à-dire une ligne communiste juste, bien que parfois avec quelques sauts dans le vide).

La soumission sans critique à l'Opposition trotskyste n'est, en dernière analyse, que la dernière étape des relations sans analyse que les communistes hors de l'U.R.S.S. ont avec la direction de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire, avec la direction du parti communiste de l'U.R.S.S. Les officieux suivent-ils aveuglément et lâchement la direction dominante du moment dans la direction du P.C. de l'Union soviétique, les gauchistes internationaux suivront tout aussi aveuglément l'Opposition et leur directives du moment dans les questions russes et internationales. Si cette dernière attitude prouve incontestablement plus de caractère et de fermeté, politiquement c'est cependant la même relation dépourvue de critique, bien qu'avec des indices contraires. Mais une chose est claire aujourd'hui, c'est que les partis communistes en dehors de l'U.R.S.S. doivent apprendre à voir par leurs propres yeux et à tenir sur leurs propres jambes. Cela ne signifie nullement une sous-estimation de l'importance qu'a l'Union soviétique pour le mouvement communiste international, ou de l'indifférence envers les questions russes. C'est justement le contraire. Il ne peut être question d'une influence sérieuse et précieuse des partis communistes à l'extérieur de l'U.R.S.S. sur les questions russes ainsi que sur la direction de l'I. C., que si cette influence est basée sur un jugement indépendant. Le simple écho de la majorité du moment ou de l'Opposition du P. C. de l'U. S. est sans valeur et sans importance. Ce qui devrait distinguer le point de vue des partis communistes à l'extérieur de l'U.R.S.S. à l'égard des questions russes ce n'est évidemment pas le fait qu'ils sous-estiment les questions mais que leur point de vue est différent, ce qui est d'autant plus important et indispensable que les camarades russes eux-mêmes étant donné leur situation, ne peuvent pas se former de point de vue différent. Ce point de vue différent c'est la position prise à l'égard des questions russes sous l'angle du mouvement révolutionnaire et sur la base des expériences révolutionnaires dans chaque pays. Sur cette base seulement le point de vue russe peut être complet et une position véritable, large, internationale, être réalisée envers les questions russes.

Cette tâche indispensable est aussi bien sacrifiée par la soumission sans critique des gauches envers l'opposition trotskyste, que par l'attitude des officieux. Dans un cas comme dans l'autre le résultat est la subordination du mouvement communiste national et international aux intérêts fractionnels momentané ou aux manœuvres fractionnelles de tel ou tel groupe du P.C. de l'U.R.S.S.

Ainsi est-il caractéristique pour toutes les oppositions de gauche que les questions du mouvement communiste de leur pays qui doivent former la base de la maturation de leurs partis, sont refoulées par les questions russes du moment. En effet, jusqu'à ce jour, toute opposition qui a suivi la voie de Trotsky a été conduite dans le désert, et ruinée. Cela ne tient pas spécialement à la personne de Trotsky, mais à l'utilisation de « l'unité de mesure » qui est celle de la fraction ultra-gauche russe au mouvement communiste des autres pays. Si le Léninbund persiste dans son attitude soumise envers l'opposition russe, il peut s'attendre à des tours étranges et dangereux. On sait que le groupe trotskyste en U.R.S.S. Radek et quelques autres sont contaminés et se rapprochent ouvertement de Staline. Par conséquent l'attitude de ce groupe envers les directions à l'intérieur du mouvement communiste international, changera, et le Léninbund se demandera : « Où faut-il aller, petit idiot que je suis ? » Ce qu'une telle

attitude a de contradictoire, d'intenable, d'insensé, saute aux yeux.

Pour le moment, le Léninbund, aiguillonné par la lettre de Trotsky, reprend la légende de la gauche sur Octobre dans sa forme la plus absurde, c'est-à-dire indiquant qu'objectivement toutes les circonstances se prêtaient à la prise du pouvoir et que seule la direction du parti a fait défaut en octobre 1923. Jamais la preuve de cette affirmation, qu'on ne peut fonder que sur une analyse approfondie des rapports de classes en 1923 n'a seulement été tentée, ni par Trotsky, ni par ses adorateurs. Ils se contentent de répéter une affirmation ; tandis que les faits économiques et politiques qui prouvent le contraire s'amoncellent aujourd'hui. L'argument que jusqu'à la conférence de Chemnitz la direction d'alors se trompait sur la situation véritable, n'est naturellement pas un argument ; il ne peut pas remplacer l'analyse véritable de la situation objective d'alors. Nous, les « droitiers » n'avons pas le moins du monde à craindre une telle analyse. Nous avons déjà fourni du matériel effectif considérable à ce sujet, et il y en aura encore. Cela n'est évidemment pas possible dans un ou plusieurs articles de journal ; cela sera fait avec les détails nécessaires.

Resservir la légende d'Octobre est d'autant plus dangereux aujourd'hui que l'action du parti pour le premier mai fournit des arguments nouveaux et décisifs prouvant que l'idée selon laquelle le parti, indépendamment des rapports de classes véritables n'a qu'à vouloir pour pouvoir entraîner la classe dans son ensemble ou dans sa majorité, met en réalité le parti dans l'impossibilité complète de lutter ou bien le jette dans des aventures putschistes. L'action pour le premier mai fournit la preuve de la seconde partie de cette phrase. S'il y avait eu dans le parti et dans l'I. C. une discussion véritablement approfondie d'Octobre 1923, une discussion basée sur les faits, alors la faillite de l'action pour le premier mai n'eût pas été possible. On voit chaque fois mieux que sans une clarté théorique complète sur les propres actes du parti dans le passé, un cours juste et sûr du parti est impossible, de même qu'il est impossible dans ces conditions, de remplir les tâches de la révolution dans n'importe quel pays.

En même temps le Léninbund reprend la légende créée par Geschke à l'époque selon laquelle les « droitiers » auraient adopté une ligne pour la scission dans les syndicats, tandis que la gauche aurait combattu et liquidé cette attitude. Il y a certainement un progrès, si aujourd'hui les gauchistes, comme des chats échaudés, repoussent la création de « syndicats révolutionnaires » indépendants, mais pour ce qui concerne le passé, les faits parlent un langage bien assez clair. Ces faits seront rassemblés ici.

Ce ramassis de légendes doit être anéanti, non pour de simples raisons d'amour-propre, mais parce qu'il entrave le chemin vers l'avenir, la délivrance des erreurs.

Avant le premier mai, le Léninbund a fait des critiques et des propositions qui sont au fond en accord avec les nôtres. Nous nous en réjouissons. Mais si après l'action du premier mai il propose simultanément le coup de force ultra-gauchiste de démonstrations armées dans l'esprit de Heinz Neumann et de Remmele, et l'établissement de la milice, cela ne fait que montrer clairement les contradictions confuses dans lesquelles se meut le Léninbund.

Pour sortir de ces contradictions, il faut à la fois se libérer des propres légendes de fraction et de la soumission et du manque de liberté en face de l'opposition russe ou d'une de ses fractions. Si le Léninbund n'est pas capable de se libérer de ces chaînes qu'il s'est lui-même forgé, il restera une secte et ne trouvera jamais la voie vers la large route du mouvement de masse communiste.

A. THALHEIMER.

Politique de Légendes

Nous avons constaté à plusieurs reprises, qu'il y a quelques obstacles sur le chemin que la droite doit parcourir pour reconquérir le parti. Ces obstacles étaient déjà grands lorsqu'ils se trouvaient dans les propres rangs des brandlériens et empêchaient leur char d'assaut d'aller à la victoire. Mais cela pouvait aller à peu près, tant que tout se passait dans l'ombre, cela pouvait passer plus ou moins inaperçu. Mais depuis que le Léninbund a fait la lumière nécessaire, ces obstacles deviennent de plus en plus désagréables. Ce fut le cas lorsque les brandlériens commencèrent à lutter pour la démocratie intérieure du parti, mais oublièrent de tirer les conséquences, c'est à dire de lutter contre les bannissements, les emprisonnements et les déportations hors de la Russie. Le silence complet en face des méthodes de la fraction Salinienne contre l'opposition russe, le fait que la fraction Brandler n'a pas bougé un doigt en faveur des déportés et n'a rien su dire au sujet de l'expulsion de Trotsky montrent nettement la valeur de la revendication de la démocratie intérieure du parti de la part des droitiers. (Il était grotesque de voir une des feuilles brandlériennes écrire avec un sans-gêne admirable cette phrase à la fin d'un compte-rendu sur le refus du droit d'asile pour Trotsky en Allemagne : l'Opposition fut seule à intervenir en faveur de Trotsky.)

L'organe brandlérien central veut sans doute appliquer maintenant une méthode semblable vis-à-vis des constatations du Volkswille sur les légendes brandlériennes. Dans le dernier numéro A. Th. (August Thalheimer) tente une vague polémique contre le Volkswille et le Léninbund. Il ne faut pas s'attendre à grand-chose ! Nous comprenons fort bien qu'une explication dans un domaine où les faits parlent un langage aussi clair, est désagréable. Mais cela ne sert certainement pas à apporter la clarté dans les rangs ouvriers, si, au lieu de prendre position et de répondre objectivement à des questions et à des faits, on essaye de s'esquiver au moyen de manœuvres de diversion et de politique de cache-cache. A. Th. a un grand talent pour cela. Mais aussi accompli soit-il, ce talent ne lui évitera pas l'obligation de donner une réponse objective. Il devra prendre position d'une façon concrète, même si cela est très désagréable à cause des explications qu'il faudra donner dans ses propres rangs. Il nous aurait été plus agréable d'intervenir dans une explication objective, mais puisque le cam. A. Th. préfère une autre manière, notre réponse ne doit pas faire défaut.

Nous avions énuméré toute une série de faits au sujet de la « légende d'octobre de gauche » ainsi qu'à celle de la « légende syndicale ». Qu'ont à dire les droitiers qui se considèrent comme les seuls prédestinés d'un mouvement communiste ?

A. Th. répond par un article dont le titre seul montre le caractère de la réponse : *Le Léninbund et Trotsky*. Nos rapports avec Trotsky qu'ont-ils à voir avec les faits énumérés ? A. Th. voudrait se tirer d'affaire au moyen de l'affirmation démagogique que notre discussion avec la droite se faisait « par ordre de Trotsky » à qui nous obéissions aveuglément et sans critique. Il serait inutile de répondre à de tels « arguments » si cette méthode elle aussi, ne faisait partie de ce cours de Staline-Neumann, que Brandler-Thalheimer combattent, soit-disant, si éperdument. A. Th. parle beaucoup de la nécessité de juger librement et d'une façon indépendante toutes les questions po-

litiques. Vu la démagogie de A. Th. nous nous permettons de rappeler qu'il n'y a pas du tout très longtemps que nous, de la gauche, avons été exclu du parti, précisément pour avoir essayé de prendre librement position en face des questions russes et internationales, et que c'étaient les brandlériens en douce communion avec les gens de Staline-Thaelmann qui ont cherché à empêcher la formation d'une opinion en rendant impossible toute critique à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Il vous sied mal de nous donner le conseil de nous former un jugement indépendant.

Où est votre critique de la fausse théorie stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays », où est votre position indépendante et votre critique du développement de la révolution chinoise, où est votre opinion sur la grève générale anglaise et l'influence admirable qu'ont eu sur elle les stratégies du Comintern ? Où étiez-vous lorsque nous étions en lutte pour l'élaboration de cette question, pour la création d'une démocratie intérieure du parti ? Où étiez-vous lorsque nous opposions des propositions positives à l'opportunisme de la direction Thaelmann dans toutes les questions de la politique allemande, depuis la participation aux grandes luttes économiques de l'année dernière, jusqu'à la campagne contre le croiseur-cuirassé ? Vous avez gardé le silence ; peut-être aviez-vous aussi une opinion propre, mais vous l'avez pudiquement cachée dans votre sein. Ces faits ne peuvent pas être niés par l'affirmation idiote — qu'on nous pardonne cette expression — que nous sommes des « suiveurs », pas plus que les faits qui caractérisent votre légende de la « légende d'octobre de gauche » ne peuvent être niés.

Toute la verve qu'emploie A. Th. dans son article ne peut pas détourner l'attention de ces faits. Il écrit :

« Le Léninbund a fait de la critique et des propositions avant l'action du premier mai qui s'accordent au fond avec les nôtres. Nous nous en réjouissons. Mais si, une fois l'action accomplie, il préconise simultanément le coup de tête ultra-gauchiste de la démonstration armée dans l'esprit d'un Neumann et d'un Remmele, et la proposition purement opportuniste de la milice, cela ne fait que dévoiler clairement les contradictions confuses dans lesquelles se meut le Léninbund. »

Ici encore on utilise les méthodes courantes du P.C.A. Là où on ne peut rien objecter à la position d'un camarade ou d'un groupe, on invente des légendes. Nous comprenons très bien le désagrément des droitiers à nous voir faire pour le premier mai des propositions trouvées justes par une partie de la droite, défendues ensuite par eux aussi et qu'il est malaisé de faire passer alors comme ultra-gauchistes. Nous comprenons aussi que ceux d'entre les brandlériens qui ne voulaient en aucun cas une participation à la démonstration du P.C.A., qui ont donc refusé notre proposition comme étant encore trop à gauche, sont forcés maintenant, après coup, d'inventer quelque chose d'ultra-gauchiste. Comme il n'y a rien, il faut imaginer quelque chose. Donc A. Th. imagine simplement que le Léninbund aurait préconisé une démonstration armée. Où, quand, et par qui ?

Mais plus belle encore est la réflexion au sujet du mot d'ordre « purement opportuniste » de la milice. Il n'y a pas très longtemps, la fraction de droite se vantait de ce que le Léninbund ou Maslow ait volé ce mot d'ordre dans le programme d'action brandlérien. Le pur opportunisme provenait donc alors de Brandler. Mais même si les droitiers devaient avoir changé d'avis au sujet de la milice comme proposition purement opportuniste, cela ne prouverait encore rien contre sa justesse, mais serait peut-être bien une preuve, qu'il arrive même à des chefs éminents tels que Thalheimer, entre autres, d'être encore toujours dans la situation embarrassante de devoir perdre

leurs bagages politiques comme à l'époque où ils allèrent au troisième congrès mondial, avec la « théorie de l'offensive » dans leur malle.

Mais la question du programme de l'armement, que la classe ouvrière a à opposer à la politique d'armement de la bourgeoisie, est trop sérieuse pour être réglée par des niaiseries comme celles que A. Th. emploie ici. Mais où est la position positive en face d'une proposition positive et motivée ? Là aussi la « discussion » est menée par les méthodes connues et fâcheuses du P.C.A.

Il en est de même de la réponse que donne A. Th. à notre énumération des faits relatifs à la légende d'octobre et à la légende syndicale. L'affirmation toujours renouvelée que nous avons ou repris quelque chose de Trotsky, ou inventé une légende, n'annule aucun des faits énumérés. Même une comparaison tirée par les cheveux, comme la donne A. Th. n'y change rien :

« Resservir la légende d'octobre est d'autant plus dangereux aujourd'hui que l'action du parti pour le premier mai indépendamment des rapports de force réels des

classes, n'a qu'à vouloir pour entraîner la classe dans son ensemble ou dans sa majorité, de même que cette représentation met le parti dans l'impossibilité de lutter ou le jette dans des aventures putschistes. »

Il est trop facile d'éluder la réfutation de faits par une telle comparaison. Ensuite il ne sert à rien de se lamenter sur les suites d'une discussion qui n'a pas eu lieu.

Il serait bien mieux qu'A. Th. se mette à réfuter les faits, que nous avons énumérés et éclairé la discussion. Mais alors sa légende sauterait, les cailloux ne seraient pas enlevés, ils n'en seraient que plus gros et plus gênants.

Finalement il en est exactement de même de la réponse à notre constatation sur la légende syndicale. L'affirmation que *Geschke* a inventé quelque chose ne peut même pas être réfutée par le rappel d'une décision de congrès, alors que c'est un marxiste aussi éminent que A. Th. qui l'a établi. Mais ici du moins on nous annonce une réfutation positive. Attendons donc.

Mais jusque là retenons que les légendes de Brandler ne tiennent pas devant les faits. *Volkswille.*

Discours sur le programme

Le discours de Rosa Luxembourg dont nous commençons la publication est un document capital. Il a été prononcé le 30 Décembre 1918 à Berlin au Congrès de Fondation du Parti Communiste Allemand (Spartakusbund). La révolution allemande était en pleine fermentation, la révolution russe continuait sa marche en avant. A ce Congrès, le P. C. A. avait à définir son programme. C'est sur ce sujet que Rosa prit la parole, montrant dans un rigoureux et enthousiaste exposé que ce programme ne pouvait être que le programme maximum de l'internationalisme révolutionnaire : renversement de la bourgeoisie et instauration de la dictature prolétarienne sur la base des Conseils d'usine. Une multitude de sujets sont abordés par elle dans l'esprit marxiste magnifiquement révolutionnaire qui était le sien : rôle de l'armée en décomposition, liaison des social-démocrates à la bourgeoisie, démocratie parlementaire, armement du prolétariat.

Onze ans ont passé. Aujourd'hui le P. C. A. est dans une profonde crise. La social-démocratie gouverne pour le compte de Konzerns et des magnats. Le pays a retrouvé une prospérité... capitaliste satisfaisante. Il y a un million de chômeurs. Nous ne sommes pas en période de crise violente, mais nous percevons les signes avant-coureurs des orages de demain. La grande voix de Rosa Luxembourg doit servir à rallier les communistes allemands, en dehors des platitudes et des mensonges des « communistes officiels » qui exploitent les circonstances tragiques de sa mort en rejetant le cœur véritable de son enseignement et de son action !

Camarades ! Si nous assumons aujourd'hui la tâche de discuter et d'adopter notre programme, ce n'est pas seulement pour la raison purement formelle que nous avons constitué hier un parti autonome et neuf, et qu'un nouveau parti est obligé d'adopter officiellement un programme : c'est aussi que de grands événements historiques sont à la base de cette discussion du programme à savoir que nous sommes arrivés à un moment où le programme social-démocrate, socialiste, du prolétariat doit être établi dans l'ensemble sur une base nouvelle. Camarades, en agissant ainsi nous

poursuivons le fil qu'ont tissé Marx et Engels dans le *Manifeste Communiste*, il y a exactement 70 ans. Vous savez que le *Manifeste Communiste* traitait du socialisme, de la poursuite des buts socialistes ainsi que de la tâche immédiate de la révolution prolétarienne. C'était la conception que défendaient Marx et Engels dans la révolution de 1848, et qu'ils considéraient aussi comme base de l'action prolétarienne au sens international. A cette époque ils pensaient, et tous les esprits dirigeants du mouvement prolétarien pensaient, qu'on se trouvait devant la nécessité immédiate d'instaurer le socialisme ; ils pensaient qu'il suffisait d'accomplir la révolution politique, de s'emparer du pouvoir politique de l'Etat pour qu'immédiatement le socialisme prenne corps. Vous savez que par la suite Marx et Engels ont complètement révisé ce point de vue. Voilà ce que Marx et Engels disent de leur œuvre dans la préface de 1872 du *Manifeste Communiste*, qu'ils ont encore signée ensemble (réimprimée dans l'édition de 1884 du M. C., en parlant de la fin du 2^e paragraphe, c'est à dire de l'exposé des mesures pratiques pour l'établissement du socialisme :

« Ce passage aujourd'hui devrait être modifié en plusieurs de ses termes. Les progrès immenses accomplis par la grande industrie dans les 25 dernières années, les progrès parallèles accomplis par la classe ouvrière organisée en parti, les expériences pratiques, d'abord de la Révolution de février, ensuite et bien plus de la Commune, où pour la première fois, durant 2 mois, le prolétariat a eu en mains le pouvoir politique, font paraître vieilli plus d'un passage de ce programme. La Commune notamment a fourni la preuve que « la classe ouvrière n'est pas en état de simplement s'emparer du mécanisme politique existant, et de le mettre en marche pour son service propre. »

Et quel est ce passage qu'ils disent être démodé ? C'est celui que nous lisons dans le *Manifeste Communiste* à la page 23 et que voici :

« Le prolétariat usera de sa suprématie politique

pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tous les capitaux, pour centraliser entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat constitué en classe dirigeante, les instruments de production et pour accroître au plus vite la masse disponible de forces productives.

« Il va de soi que cela impliquera dans la période de début, des infractions despotiques au droit de propriété et aux conditions bourgeoises de la production. Des mesures devront être prises qui, sans doute paraîtront insuffisantes et auxquelles on ne pourra pas s'en tenir, mais, qui, une fois le mouvement commencé, mèneront à des mesures nouvelles et seront indispensables à titre de moyens pour révolutionner tout le régime de production. Ces mesures, évidemment, seront différentes en des pays différents. Cependant les mesures suivantes seront assez généralement applicables, du moins dans les pays les plus avancés :

1) Expropriation de la propriété foncière ; affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.

2) Impôt fortement progressif.

3) Abolition de l'héritage.

4) Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

5) Centralisation du crédit aux mains de l'Etat par le moyen d'une banque nationale constituée avec les capitaux de l'Etat et avec un monopole exclusif.

6) Centralisation des industries de transport aux mains de l'Etat.

7) Multiplication des manufactures nationales, des instruments nationaux de production ; défrichement et amélioration des terres cultivables d'après un plan d'ensemble.

8) Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, notamment en vue de l'agriculture.

9) Réunion de l'agriculture et du travail industriel ; préparation de toutes les mesures capables de faire disparaître progressivement la différence entre la ville et la campagne.

10) Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition des formes actuellement en usage du travail des enfants dans les fabriques. Réunion de l'éducation et de la production matérielle, etc.

Vous voyez que ce sont là, à peu de chose près, les mêmes tâches, que celles devant lesquelles nous sommes directement placés aujourd'hui : l'établissement, la réalisation du socialisme. 70 ans nous séparent de l'époque à laquelle le programme que nous venons de citer a été écrit, 70 ans de développement capitaliste, et la dialectique veut que nous en revenions aujourd'hui à la conception que Marx et Engels ont ensuite abandonnée pour l'avoir reconnue fautive.

Ils avaient de bonnes raisons pour cela. Mais le développement capitaliste qui s'est effectué entre temps nous a amené à penser que ce qui était alors une erreur est une vérité aujourd'hui ; aujourd'hui c'est une tâche immédiate d'atteindre les objectifs devant lesquels Marx et Engels avaient été placés en 1848. Cependant, entre ce stade de développement du début, et notre conception, notre tâche actuelle, se place tout le développement, non seulement du capitalisme, mais aussi du mouvement ouvrier socialiste et en premier lieu du mouvement ouvrier de l'Allemagne, terre d'origine du prolétariat moderne. Ce dévelop-

pement s'est fait sous une forme singulière. Marx et Engels, après les déceptions de la révolution de 1848, abandonnèrent le point de vue selon lequel le prolétariat était immédiatement et directement capable de réaliser le socialisme ; et dans tous les pays naquirent des partis social-démocrates, socialistes, qui défendaient un point de vue très différent. On vit une tâche immédiate dans la petite lutte quotidienne, dans le domaine politique et économique, de façon à constituer, peu à peu seulement, les armées prolétariennes appelées à réaliser le socialisme quand le développement capitaliste aurait mûri. Ce revirement qui servit de base nouvelle au programme socialiste a revêtu, en Allemagne surtout, une forme typique. C'est que jusqu'à son effondrement du 4 août, la social-démocratie s'inspirait du programme d'Erfurt, qui mettait au premier plan les revendications minimum, et dans lequel le socialisme n'apparaissait que comme une étoile brillant au loin, comme un but final. Mais l'important ce ne sont pas les termes du programme, c'est la manière dont on conçoit le programme dans l'action pratique ; et c'est un document historique important de notre mouvement ouvrier, à savoir la préface que Fr. Engels a écrite en 1895 aux *Luttes de classes en France* qui définissait ce contenu pratique du programme.

Les tâches actuelles

Camarades, ce n'est pas à cause de son intérêt purement historique que j'aborde cette question ; c'est un problème actuel, c'est la tâche historique que nous avons devant nous, qui nous oblige à mettre aujourd'hui notre programme sur le terrain où se plaçaient jadis Marx et Engels, en 1848. Les changements amenés par le développement historique nous impose le devoir de réviser clairement et en toute conscience le point de vue qui prévalait dans la social-démocratie allemande jusqu'à l'effondrement du 4 août. C'est cette révision que nous nous proposons de faire ici officiellement.

Camarades, quelle a été la conception d'Engels à ce sujet, dans cette fameuse préface des *Luttes de classes en France* de Marx, écrite en 1895, donc déjà après la mort de Marx ? Remontant jusqu'en 1848 il y dit que la conception selon laquelle on se trouverait devant une révolution socialiste imminente, est dépassée. Ensuite il poursuit ainsi sa description :

« L'histoire nous a donné tort, à nous ainsi qu'à tous ceux qui avaient un point de vue analogue. Elle a montré que le stade de développement économique sur le continent n'était alors de loin pas assez avancé pour permettre la liquidation de la production capitaliste ; la révolution économique l'a prouvé qui, depuis 1848, s'est étendue, sur tout le continent et a, elle seule, introduit véritablement la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et récemment aussi en Russie, et fait de l'Allemagne un des premiers pays industriels — tout en restant sur une base capitaliste qui était donc encore très capable d'extension en 1848. »

Ensuite il démontre comment la situation a changé depuis et en arrive à la question des tâches du parti en Allemagne.

« La guerre de 1870-71 et la défaite de la Commune ont transporté momentanément le centre de

gravité du mouvement ouvrier de la France vers l'Allemagne, comme Marx l'a prédit. En France il faudra naturellement des années pour se remettre de la saignée du mois de mai 1871. En Allemagne cependant, où l'avalanche des milliards français fit croître l'industrie comme l'atmosphère d'une serre chaude, la social-démocratie se développa encore bien plus vite et d'une manière plus tenace que celle-ci. Grâce à la compréhension avec laquelle les ouvriers allemands utilisèrent le suffrage universel, introduit en 1866, tout le monde peut constater le développement extraordinaire du parti grâce à des chiffres indiscutables. »

Suit ensuite la fameuse énumération marquant notre accroissement, d'une élection du Reichstag à l'autre, jusqu'à atteindre des millions ; et voici ce qu'en conclut Engels : « Mais cette bonne utilisation du suffrage universel entraîna un tout nouveau mode de lutte du prolétariat, mode qui se développa rapidement. On s'aperçut que les administrations d'état dans lesquels s'organise le pouvoir de la bourgeoisie, offrent à la classe ouvrière encore d'autres moyens de combattre ces mêmes organisations d'état. On participa aux élections des différents « Landtag », des conseils municipaux, des tribunaux de commerce, on disputa à la bourgeoisie chaque poste ; à toutes ces occasions une bonne partie du prolétariat dit son mot. Et ainsi la bourgeoisie et le gouvernement en vinrent à craindre bien plus l'action légale que l'action illégale du parti ouvrier, bien plus les résultats de l'élection que ceux de la révolte. »

Et ici Engels fait une critique détaillée de l'illusion selon laquelle dans la situation moderne du capitalisme le prolétariat pourrait obtenir quoi que ce fût par la révolution dans la rue. Vu que nous sommes aujourd'hui en plein dans la révolution, dans une révolution de rue, avec tout ce qu'elle comporte, je pense qu'il est temps de s'expliquer sur la conception qui avait officiellement cours dans la social-démocratie allemande, jusqu'à aujourd'hui et qui est en partie responsable de ce que nous avons vu le 4 août 1914 ! (Très juste).

Je ne veut pas dire par là qu'Engels, par sa conception, se soit fait personnellement le complice du développement des choses en Allemagne ; je dis seulement : voilà un document classiquement résumé de la conception qui était en vigueur dans la social-démocratie allemande, ou plutôt, qui l'a tuée. Ici, camarades, Engels vous démontre avec toute la connaissance qu'il avait aussi de la science militaire, que c'est une pure illusion de croire qu'avec le développement actuel du militarisme, de l'industrie et des grandes villes, le peuple ouvrier puisse faire des révolutions dans la rue, et en sortir vainqueur. Cette confrontation eut deux conséquences : d'abord la lutte parlementaire y fut considérée comme antithèse de l'action révolutionnaire directe du prolétariat et comme seul moyen de la lutte de classe. C'était le pur et simple parlementarisme qui ressortait de cette critique. Deuxièmement, c'était justement l'organisation la plus puissante de l'état de classe — le militarisme, la masse des prolétaires revêtus d'un uniforme à qui, de prime abord, on supposait une immunité parfaite et qu'en crût inaccessible à toute influence socialiste. La préface parle de la folie qui consiste à croire que le prolétariat puisse jamais venir à bout de ces soldats équipés de mitrailleuses et des armements les plus mo-

dernes ; elle suppose sans doute que celui qui est soldat doive être immédiatement et rester une fois pour toutes, un appui de la classe dominante — erreur qui, du point de vue de nos expériences d'aujourd'hui, apparaîtrait comme incompréhensible de la part d'un homme qui était à la tête de notre mouvement, si on ne savait pas dans quelle situation de fait le document historique mentionné, a vu le jour. Il faut constater à l'honneur de nos deux grands maîtres, avant tout à celui d'Engels mort beaucoup plus tard et qui partagea l'honneur et les conceptions de Marx, qu'Engels a écrit cette préface sous la pression directe de la fraction du Reichstag de l'époque. C'est à dire à l'époque où après la loi contre les socialistes — au début des années 90 — une tendance radicale dirigée formellement vers la gauche, se manifesta dans les rangs des ouvriers allemands, tendance que les militants du parti s'efforçaient d'empêcher de dégénérer en une lutte purement parlementaire. Afin de battre théoriquement les éléments radicaux et de les soumettre pratiquement, afin d'en détourner l'attention des larges masses grâce à l'autorité de nos grands maîtres, Bebel et ses amis poussèrent Engels, qui vivait à l'étranger et qui devait se fier à leurs assertions, à écrire cette préface, disant qu'il était tout à fait urgent de sauver le mouvement ouvrier allemand d'une déviation anarchiste ; car il faut noter qu'à ce moment la fraction parlementaire du Reichstag décidait du sort et des tâches du parti quant à la tactique et à l'esprit, ce qui était caractéristique de la situation. Cette conception domina dès lors les agissements de la social-démocratie allemande, jusqu'à la belle expérience du 4 août 1914. C'était la proclamation du parlementarisme pur et simple. Engels n'a pas pu connaître les effets, les suites pratiques de l'emploi qu'on fit de sa préface, de sa théorie. Quand on connaît les œuvres de Marx et d'Engels, quand on connaît cet esprit vivant et sincèrement révolutionnaire qui se dégage de tous leurs écrits, de tous leurs enseignements, on est convaincu qu'Engels et Marx s'il avait vécu, auraient été les premiers à protester de toutes leurs forces contre les abus qui ont résulté du parlementarisme, contre cet enlèvement, cette dégradation du mouvement ouvrier qui s'est manifesté en Allemagne des dizaines d'années avant le 4 août — car le 4 août n'est pas tombé du ciel, il n'est pas un tournant brusque, mais une suite logique de ce que nous avons vécu jour par jour pendant des années précédentes — (très juste !) que Marx et Engels auraient été les premiers à freiner et retenir le véhicule d'une main puissante pour qu'il ne s'enlise pas dans la boue. Mais Engels est mort l'année même où il a écrit sa préface. Nous l'avons perdu en 1895. Depuis lors la direction théorique a malheureusement passé des mains d'Engels à celles d'un Kautsky et nous avons assisté au phénomène suivant : toute résistance contre le parlementarisme pur et simple, la résistance qui venait de la gauche à chaque congrès du parti, soutenue par un groupe plus ou moins grand de camarades qui luttèrent âprement contre l'enlèvement, dont les suites dangereuses étaient claires pour tout le monde — toute résistance de cette sorte fut dénoncée comme anarchisme, anarcho-socialisme et tout au moins comme anti-marxisme. Le marxisme officiel devait servir de couverture à

toute déviation de la véritable lutte de classes révolutionnaire, à toute demi-mesure qui condamnerait la social-démocratie allemande et le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical, à languir dans les cadres et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse d'ébranler la société et de la faire sortir de ses gonds.

Eh bien, camarades, aujourd'hui les circonstances nous permettent de dire que nous sommes de nouveau auprès de Marx, sous son drapeau. Si nous déclarons dans notre programme d'aujourd'hui : la tâche immédiate du prolétariat — en peu de mots — n'est autre que de faire du socialisme une vérité et un fait et de détruire le capitalisme de fond en comble, nous nous plaçons sur le terrain sur lequel étaient Marx et Engels en 1848 et qu'il n'ont, en principe, jamais quitté. Maintenant on peut voir ce qu'est le marxisme véritable et ce qu'était cet « Ersatz »-marxisme, (*très bien !*) qui se vautra si longtemps dans la social-démocratie allemande comme marxisme officiel. Car vous voyez bien, d'après ses représentants, où en est arrivé ce marxisme aujourd'hui avec des David, des Ebert et consorts. Nous voyons chez eux les représentants officiels de la doctrine que, pendant des dizaines d'années, on a fait passer pour le marxisme pur, véritable. Non, le marxisme ne conduit pas dans les rangs de ceux qui font avec les Scheidemann une politique contre-révolutionnaire. Le marxisme véritable lutte aussi contre ceux qui cherchent à le falsifier, il fouille comme une taupe les fondements de la société capitaliste et il fait qu'aujourd'hui la partie la plus précieuse du prolétariat révolutionnaire marche sous notre étendard, sous l'étendard de la tempête révolutionnaire, il fait que nous avons aussi de l'autre côté, là où semble encore régner la contre-révolution, des partisans et des frères de lutte futurs.

Le programme maximum

Camarades, j'ai déjà dit que la marche de la dialectique historique nous ramène de nouveau au point où se trouvaient Marx et Engels en 1848 lorsqu'ils déroulèrent pour la première fois l'étendard du socialisme international ; mais nous sommes plus riches de tout le développement capitaliste qui s'est effectué depuis ces 70 ans. A l'époque de Marx et d'Engels, lorsqu'on révisa les erreurs, les illusions de 1848 on croyait que le prolétariat avait un chemin infiniment long à parcourir jusqu'à ce que le socialisme puisse devenir une réalité. Il est évident que des théoriciens sérieux ne se sont jamais occupés de fixer un terme quelconque à l'effondrement du capitalisme de façon assez certaine pour que cela constitue un engagement ; mais on supposait vaguement que le chemin serait très long et c'est ce qui ressort de chaque ligne de la préface en question, qu'Engels a écrite en 1895. Allons, nous pouvons à présent, dresser le bilan. Est-ce que le laps de temps n'a pas été très court en comparaison du développement des luttes de classes de jadis ? 70 ans de développement du grand capitalisme ont suffi pour que nous puissions songer sérieusement à balayer le capitalisme hors du monde. Et plus encore : non seulement nous sommes aujourd'hui en mesure de résoudre cette tâche, non seulement c'est notre devoir envers le

prolétariat, mais sa résolution est aujourd'hui la seule manière de sauver l'existence de la société humaine. (*Vives approbations.*)

Car, cette guerre, camarades, qu'a-t-elle laissé subsister d'autre de la société bourgeoise qu'un immense tas de ruines ? Formellement tous les moyens de production et beaucoup de moyens de domination, presque tous les moyens importants de domination sont encore entre les mains des classes dominantes ; nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet. Mais ce qu'elles peuvent en faire, en dehors des tentatives convulsives de redresser l'exploitation grâce aux massacres, n'est qu'anarchie. Elles en sont arrivées au point que le dilemme devant lequel se trouve l'humanité aujourd'hui, se pose de la façon suivante : ou la ruine dans l'anarchie ou le sauvetage par le socialisme. Il est impossible que les classes bourgeoises puissent trouver une issue quelconque dans les résultats de la guerre mondiale sur le terrain de leur domination de classe et du capitalisme. Et c'est ainsi que nous vivons aujourd'hui la vérité que justement Marx et Engels ont formulé pour la première fois, comme base scientifique du socialisme, dans ce grand document qu'est le *Manifeste Communiste* : le socialisme deviendra une nécessité historique, vérité que nous vivons dans le sens le plus strict du terme. Le socialisme est devenu une nécessité non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui préparent les classes capitalistes, mais aussi parce que nous sombrerons tous, si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe et ne réalise pas le socialisme. (*Vives approbations.*)

Voilà donc, camarades, la base générale sur laquelle est érigé le programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et dont vous avez eu le projet dans la brochure *Que veut le Spartakusbund* ? Il se trouve en opposition consciente avec le point de vue défini dans le programme d'Erfurt, en opposition consciente avec la séparation des exigences immédiates, le programme minimum pour la lutte politique et économique, du but final socialiste comme programme maximum. En nous opposant consciemment à cette façon de voir nous liquidons les résultats du développement des dernières 70 années et avant tout le résultat immédiat de la guerre mondiale en disant : il n'y a pas maintenant pour nous de programme minimum ni de programme maximum ; le socialisme est une seule et même chose ; c'est là le minimum que nous avons à réaliser aujourd'hui. (*Très bien !*)

Je ne m'élèverai pas ici sur certaines mesures que nous vous avons soumises dans notre projet de programme, car la possibilité vous est donnée de prendre position sur les détails, et cela mènerait trop loin d'en parler ici d'une façon détaillée. Je considère comme mon devoir de ne caractériser et de ne formuler ici que les grands traits généraux qui distinguent notre position de programme de celle de la social-démocratie allemande dite officielle telle qu'elle a été jusqu'ici. Par contre je considère comme plus important et plus urgent que nous discutions comment il faut apprécier les circonstances concrètes, comment doivent se former les tâches tactiques, les mots d'ordre pratiques qui résultent de la situation politique, du cours qu'a pris la révolution jusqu'ici et des directives prévisibles de son développement futur.

Discutons la situation politique selon la conception que j'ai essayé de caractériser — du point de vue de la réalisation du socialisme comme tâche immédiate qui doit présider à toute mesure prise, à tout point de vue défini par nous.

La première phase de la révolution

Camarades, notre congrès d'aujourd'hui, qui est, comme je crois pouvoir dire fièrement, le congrès constitutif du seul parti socialiste révolutionnaire du prolétariat allemand, coïncide par hasard, ou plutôt pas par hasard, avec un tournant dans le développement de la révolution allemande elle-même. On peut affirmer que les événements des jours derniers achèvent la phase première de la révolution allemande, que nous entrons maintenant dans un second stade du développement; et c'est un devoir pour nous tous, ainsi que la source d'une connaissance meilleure et plus profonde pour l'avenir d'exercer une auto-critique, d'entreprendre un examen contemplatif et critique de ce qui a été fait, créé et négligé, afin d'acquiescer les méthodes nécessaires à la marche à suivre. Jetons un regard critique sur la première phase de la révolution, qui vient de se clore.

Son point de départ fut le 9 novembre. Le 9 novembre fut une révolution pleine d'insuffisances et de faiblesses. Ce n'est pas étonnant. C'était la révolution, survenue après 4 ans de guerre, après 4 ans pendant lesquels le prolétariat allemand, grâce à l'éducation que lui a fait subir la social-démocratie et les syndicats indépendants, a fait preuve d'une misère telle et d'un reniement de ses tâches socialistes tel que nous n'en trouvons l'équivalent dans aucun autre pays. Quand on se place sur le terrain du développement historique — et c'est ce que nous faisons en tant que marxistes et en tant que socialistes — dans cette Allemagne qui a offert l'image horrible du 4 août et des quatre années suivantes, on ne pouvait pas espérer que le 9 novembre 1918 serait une révolution de classes grandiose, consciente de ses buts; les événements du 9 novembre étaient pour les trois quarts l'effondrement de l'impérialisme existant plutôt que la victoire d'un principe nouveau. (Approbations.)

Le moment était simplement venu où l'impérialisme, tel un colosse aux pieds d'argile, pourri à l'intérieur, devait s'écrouler; il devait s'en suivre un mouvement plus ou moins chaotique, sans but, à peine conscient, dans lequel le principe d'unité, le principe constant et salvateur n'était résumé que dans le mot d'ordre: création des conseils d'ouvriers et de soldats. C'est là le mot de ralliement de cette révolution qui lui a immédiatement donné l'allure particulière d'une révolution socialiste prolétarienne — malgré toutes les insuffisances et les faiblesses du premier moment; et lorsqu'on vient nous parler des calomnies contre les bolchéviks russes nous ne devons jamais oublier de répondre: où avez-vous appris l'abc de votre révolution actuelle? C'est chez les russes que vous l'avez appris: les conseils d'ouvriers et de soldats. (Approbations.)

Et ces petits personnages qui à la tête du gouvernement allemand soit-disant socialiste, d'accord avec les impérialistes anglais, considèrent comme leur fonction d'anéantir les bolchéviks russes, ils se basent formellement aussi sur des conseils d'ouvriers et de soldats, et ils doivent

reconnaître que c'est la révolution russe qui a émis les premiers mots d'ordre de la révolution mondiale. Nous pouvons dire avec certitude — et c'est ce qui résulte de toute la situation — quel que soit le pays dans lequel, après l'Allemagne, éclate la révolution, son premier geste sera la création de conseils d'ouvriers et de soldats. (Très juste.)

C'est justement en cela que consiste le lien d'unité internationale de notre méthode, c'est là le mot de ralliement qui distingue notre révolution de toutes les révolutions bourgeoises précédentes. Il est très caractéristique pour les contradictions dialectiques dans lesquelles se meut cette révolution, comme d'ailleurs toutes les révolutions, que dès le 9 novembre poussant son premier cri, son cri de naissance, pour ainsi dire, elle ait trouvé le mot d'ordre qui nous conduit au socialisme: conseils ouvriers et soldats, autour duquel tout le mouvement évolua. Il est remarquable que la révolution ait trouvé ce mot instinctivement, bien que le 9 nov., à cause de son caractère arriéré ait laissé échapper grâce à ses insuffisances, à ses faiblesses, à son manque d'initiative et de clarté dans ses buts, dès le lendemain de la révolution, la moitié des positions qu'elle avait conquises le 9 novembre. Cela montre que la révolution actuelle obéit à la loi impérieuse de la nécessité historique, qui nous garantit que nous atteindrons pas à pas notre but, malgré toutes les difficultés, les complications, et les fautes spécifiques et aussi lorsqu'on compare ce mot d'ordre précis avec sa réalisation pratique insuffisante, on doit reconnaître que ce n'étaient encore que les premiers pas hésitants de la révolution. Elle a encore à fournir un effort énorme et un long chemin à parcourir avant de pouvoir réaliser ses premiers mots d'ordre.

Camarades, la première phase, qui va du 9 novembre jusqu'à ces jours derniers, est caractérisée par des illusions de tous côtés. La première illusion du prolétariat et des soldats qui ont fait la révolution fut l'illusion de l'unité sous le drapeau du soit-disant socialisme. Y a-t-il quelque chose de plus caractéristique des faiblesses internes de la révolution du 9 novembre que le fait suivant: ceux qui se sont mis à la tête du mouvement, deux heures avant la révolution, luttaient contre elle (très juste!) et voulaient l'empêcher; c'étaient les Ebert, les Scheidemann et les Haase! L'idée de l'union des différentes tendances socialistes pour l'unité, dans l'allégresse générale, voilà la devise de la révolution du 9 novembre — illusion qui devait s'achever dans le sang, et qui ne s'est évanouie que dans la réalité de ces derniers jours. L'illusion était aussi du côté des Ebert-Scheidemann, ainsi que du côté de la bourgeoisie — elle était de tous les côtés. Illusion de la bourgeoisie, dans ce stade achevé, qu'au moyen de la combinaison Ebert-Haase et du gouvernement soit-disant socialiste, elle pourrait en réalité contenir les masses prolétariennes et abattre la révolution socialiste, et illusion de la part du gouvernement Ebert-Scheidemann, qu'à l'aide des masses socialistes venant du front, il pourrait retenir les masses ouvrières dans leur lutte de classes socialiste. Voilà les différentes illusions qui expliquent aussi les événements de ces temps derniers. Toutes les illusions se sont évanouies. On a vu que la réunion de Haase avec Ebert-Scheidemann sous l'enseigne du « socia-

lisme », fait l'effet d'une feuille de vigne sur une politique purement contre-révolutionnaire, et la vie nous a guéri de cette illusion, comme dans toutes les révolutions. Il existe une méthode révolutionnaire déterminée pour guérir le peuple de ses illusions, mais son sang en est malheureusement le prix. Il en est ici comme dans toutes les révolutions précédentes. Ce fut le sang des victimes de la Chaussestrasse le 6 décembre, ce fut le sang des marins assassinés le 24 décembre qui confirma aux larges masses la notion et la vérité suivante : ce que vous avez arrangé là sous l'apparence d'un gouvernement soit disant socialiste, n'est qu'un gouvernement de la contre-révolution bourgeoise, et celui qui continue à tolérer cet état de choses, travaille contre le prolétariat et contre le socialisme. (*Très bien !*)

Mais, camarades, l'illusion de messieurs Ebert-Scheidemann de pouvoir contenir le prolétariat d'une façon durable à l'aide des soldats du front, s'est évanouie aussi. Car quel est le résultat du 6 et du 24 décembre ? Nous avons tous pu constater un abattlement profond des soldats ; ils commençaient à regarder d'un œil critique les chefs qui voulaient les utiliser comme chair à canon contre le prolétariat socialiste. Le fait que les différentes troupes du mouvement ouvrier sont amenées peu à peu, par l'expérience amère, à reconnaître le juste chemin de la révolution, est aussi la conséquence des lois du développement objectif et inévitable de la révolution socialiste. On a amené à Berlin des masses fraîches de soldats qui devaient servir de chair à canon pour réprimer les mouvements du prolétariat révolutionnaire, — et nous savons que de différentes casernes viennent des demandes de tracts édités par le Spartakusbund. Camarades, telle est la conclusion de la première phase. Les espérances des Ebert-Scheidemann de dominer le prolétariat à l'aide des soldats arriérés sont en grande partie déjà déçues. Ce qui les attend dans un proche avenir, c'est un état d'esprit révolutionnaire de plus en plus conscient dans les casernes, et par là, l'accroissement de l'armée du prolétariat en lutte, l'affaiblissement du camp de la contre-révolution. Il en résulte que quelqu'un d'autre encore devait perdre ses illusions : c'est la bourgeoisie, la classe dominante. En lisant les journaux des derniers jours après les événements du 24 décembre, vous observez un ton qui est nettement celui de la déception, de l'indignation : les valets là-hauts se sont montrés incapables. (*Très bien !*)

On attendait qu'Ebert-Scheidemann se montrent les hommes forts qui domptent la bête féroce. Et qu'ont-ils fait ? Ils ont fait quelques putsehes insuffisants, qui ont permis, au contraire, à l'hydre de la révolution de lever la tête d'une manière encore plus résolue. Désillusion réciproque de tous côtés ! Le prolétariat a perdu toute illusion au sujet de l'accouplement Ebert-Scheidemann-Haase en tant que gouvernement soit-disant socialiste. Ebert-Scheidemann ont perdu l'illusion de dompter à la longue les prolétaires en cotte de travail à l'aide des prolétaires en uniforme militaire, et la bourgeoisie a perdu l'illusion de faire perdre à toute la révolution socialiste allemande la vue de ses buts, au moyen d'Ebert-Scheidemann-Haase. Ce n'est là qu'un compte négatif, ce ne sont que des lambeaux d'illusions déçues. Mais le plus grand profit du prolétariat c'est justement le fait qu'après la première phase de la révo-

lution il ne reste que de pareils lambeaux : car il n'est rien qui soit aussi nuisible à la révolution que des illusions, il n'est rien qui lui soit plus utile que la vérité pure et claire. Je peux ici me référer à l'opinion d'un esprit allemand classique qui n'était pas un révolutionnaire du prolétariat mais un révolutionnaire intellectuel de la bourgeoisie : c'est à Lessing que je pense lui qui, dans une de ses dernières œuvres, étant bibliothécaire à Wolfenbüttel, écrivait ces phrases qui me paraissent très intéressantes et sympathiques :

« Je ne sais pas si c'est un devoir, de sacrifier le bonheur et la vie à la vérité... mais je sais que c'est un devoir, quand on veut enseigner la vérité, de l'enseigner complètement ou pas du tout, de l'enseigner clairement et carrément, sans mystères, sans retenue, sans méfiance et dans toute sa force... Car plus l'erreur est grossière, plus le chemin de la vérité est court et direct ; tandis que l'erreur raffinée peut nous tenir éternellement éloignés de la vérité, tant il nous est difficile de la reconnaître comme telle... Celui qui ne cherche qu'à trouver acheteur pour une vérité masquée et fardée pourra bien être son souteneur, mais il n'a jamais été son amant. »

Camarades, ces messieurs Haase, Dittmann etc. ont voulu trouver acheteur pour une révolution masquée et fardée, pour leur marchandise socialiste, ils ont été les pourvoyeurs de la contre-révolution ; aujourd'hui nous sommes libérés de ces équivoques, la masse du peuple allemand peut voir la marchandise sous l'aspect brutal et massif de messieurs Ebert et Scheidemann. Aujourd'hui il n'y a pas moyen, même pour le plus idiot, de s'y tromper : c'est la contre-révolution dans toute sa grandeur.

Quelle est maintenant la perspective du développement futur, cette première phase étant dépassée ?

(A suivre.)

ROSA LUXEMBOURG.

La Lutte de Classes

paraît tous les mois

1, rue de la Réale, Paris 1°

Le Numéro — 2 francs.

Abonnements : FRANCE ETRANGER

1 an 20 fr. 30 fr.

six mois .. 10 fr. 15 fr.

Compte Chèque postal : 1333.80 Naville-Paris.

L'IMPERIALISME

ET LA

DECADENCE

CAPITALISTE

par PRIMUS

1 vol. prix 3 francs.

Librairie du Travail, 17, rue de
Sambre-et-Meuse. Paris.

L'oligarchie bureaucratique en U.R.S.S.

Dans le précédent n° de *La Lutte de Classes* (p. 237) nous écrivions, en parlant de l'U.R.S.S. : « Comme l'affirme l'opposition de gauche, les chefs du parti s'appuient sur l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat. Sous cette croûte bureaucratique se heurtent les contradictions de classe renaissantes... Plus cette lutte se développe et s'accroissent les contradictions d'intérêts, plus aussi le bureaucratisme se développe, envahit tous les rouages de l'administration politique et économique du pays, croît monstrueusement et s'affirme intransigeant. Etc... ». C'est la démonstration de ce phénomène : l'élucidation de ses racines économiques que notre camarade Primus étudie dans l'article que nous publions ci-dessous. Cette étude de l'appropriation de la plus-value par « l'oligarchie bureaucratique » soviétique est d'un intérêt capital ; nos camarades comprendront facilement cela, au moment même où l'I. C. publie ici un *Traité d'Economie Politique* soi-disant marxiste dans lequel on nie qu'il y ait en U.R.S.S. d'autre plus-value que les quelques miettes accumulées par le capital privé !

Cet article comporte une suite que nous publierons ultérieurement si la place nous le permet. Alors seulement nous formulerons nos critiques. Nous ne souscrivons pas, en effet, à toutes les déductions faites par Primus, en particulier à sa négation du « péril paysan ». Mais profitons d'abord du texte, et étudions-le, nous le critiquerons ensuite.

« Le travail dépensé dans la sphère de circulation ne crée pas de valeur, de même que le travail dépensé dans une affaire juridique n'augmente pas la valeur de l'objet litigieux... Un marchand peut, par ses opérations, abréger pour beaucoup de personnes le temps nécessaire à la vente et à l'achat. Il peut alors voir en lui une machine qui diminue une dépense inutile de force ou aide à rendre disponible du temps de production. »

Karl Marx.

(*Le Capital*, livre II, chap. VI.)

La Révolution russe se débat dans des difficultés de plus en plus graves. Il serait absurde d'attribuer ces difficultés à la mesquinerie, à la trahison, à l'« opportunisme » des dirigeants bolcheviks. Ce serait leur faire trop d'honneur que de rendre leurs personnes responsables de la tournure qu'ont prise les événements. La tâche des marxistes consiste, au contraire, à démontrer « quel concours de circonstances a permis à des personnages aussi médiocres que grotesques de jouer un rôle héroïque, »

Près de onze années après la Révolution d'Octobre, c'est la disette des produits les plus indispensables, l'exploitation accrue de la classe ouvrière, la révolte sourde dans les campagnes.

D'où vient le danger ?

Rosa Luxembourg a prédit en septembre 1918 que le partage des terres, la transformation de la

grande masse des paysans en propriétaires, feraient de la socialisation de la production « une question de lutte entre le prolétariat des villes et la masse paysanne ». On pourrait croire que ce sont, à présent, ses prévisions qui se réalisent.

Cependant, la question de la socialisation de l'agriculture ne se pose pas sérieusement à l'heure actuelle. Si toute la masse paysanne se dresse contre le gouvernement soviétique au point d'en menacer les assises par sa résistance passive, ce n'est pas parce qu'elle se sent menacée par une socialisation imminente de l'agriculture.

L'opposition bolcheviste dite de « gauche » accuse le paysan cosu, le « koulak », de provoquer toutes les difficultés et elle reproche aux dictateurs de l'U.R.S.S. d'avoir laissé grandir le danger sans réagir, voire d'avoir favorisé cette évolution. Elle commet ici deux erreurs. Elle crie au « danger koulak » au lieu de reconnaître que les paysans cossus seraient parfaitement inoffensifs sans l'exaspération qui a gagné tous les milieux ruraux, sans la grande masse paysanne rangée derrière les koulaks. Elle attribue les périls qui menacent le régime à l'« opportunisme » et à des « déviations antiléniennes » des gouvernants, au lieu de rechercher les causes objectives pour lesquelles ces gouvernants ont fait une politique conduisant à la ruine. Ce n'est tout de même pas pour faire plaisir aux koulaks et pour désavantager le prolétariat que Boukharine leur a conseillé de « s'enrichir » et que Staline a fait réquisitionner leur blé.

L'incohérence de la politique bolcheviste, les fameux « zig-zags » dénoncés par Trotsky, ont d'autres causes...

Depuis des années, tous les paysans, et non seulement les cossus, sont exaspérés par la politique bolchevique. Il ne s'agit pas d'un mécontentement provoqué par des « attentats sociaux ». Les paysans sont excédés par les prix élevés et les listes, comme le prévoyait Rosa Luxembourg. La mauvaise qualité des produits manufacturés. Ils comparent la quantité de marchandises qu'ils obtenaient autrefois pour un poud de blé à celle qu'ils reçoivent aujourd'hui. Les impôts les accablent, et même si l'on exonère les paysans pauvres de certains impôts directs, les impôts indirects, démesurément enflés, les frappent d'autant plus fortement. Les réquisitions des dernières années n'ont pas été limitées aux seuls koulaks. Les abus de la bureaucratie pèsent sur le village entier.

Dans quelle mesure les dirigeants bolcheviks en sont-ils fautifs ? Leur politique, leur carence devant les symptômes les plus manifestes du danger, la dictature personnelle et l'étouffement de toute voix critique les accablent d'une indéniable responsabilité.

Mais si la médiocrité des personnages qui exercent la dictature, la sélection à rebours qui s'opère depuis des années à la faveur de l'étouffement de toute vie publique, ont pu aggraver une situation qui était sans cela difficile, elles n'ont pu la créer. D'autres auraient-ils pu faire une autre politique et empêcher la concentration de toutes les couches paysannes derrière le *koulak*, indépendamment des qualités plus ou moins brillantes du personnel dirigeant ?

Il ne suffit pas de reconnaître que comparé à Trotsky, Staline n'est pas précisément intelligent. La question essentielle est de savoir si, en général, Trotsky et toute l'élite intellectuelle du prolétariat russe qui le suivait, auraient pu se soustraire à la fatalité historique dont le régime soviétique subit la pression.

Cette fatalité historique, c'est l'apparition d'une nouvelle classe exploiteuse en formation.

Nous disons que le régime est menacé par l'hostilité grandissante de toute la masse paysanne, qui se sent spolée.

Elle est spolée.

Au profit de qui ? Ce ne sont pas les ouvriers des villes qui en profitent.

Ouvriers et paysans sont spolés par une caste exploiteuse qui, pourtant n'est pas incarnée dans les quelques « *nepmen* » auxquels la « nouvelle politique économique » a assigné une place modeste et de plus en plus effacée dans le commerce et dans la petite industrie.

La caste des nouveaux exploiters, c'est l'oligarchie du capitalisme d'Etat : la bureaucratie de tous les organes économiques, du Parti et des administrations. Cette oligarchie prélève aujourd'hui la plus-value qui revenait autrefois à la classe des capitalistes privés et des propriétaires terriens, plus-value certes moins importante par tête qu'avant la Révolution, car elle se répartit entre un nombre bien plus considérable d'individus.

Comment les nouveaux exploiters prélèvent-ils leur plus-value ? Sur quel point de l'économie branchent-ils le robinet qui la fait couler ?

L'industrie soviétique, pourrait-on dire, est déficitaire dans la plupart de ses branches. C'est l'Etat qui lui fournit, au moyen d'impôts et d'emprunts, des subsides importants, soit pour couvrir un déficit réel, soit pour permettre l'élargissement de telle ou telle industrie au-delà du rythme de

sa propre accumulation. Ne faisons-nous pas fausse route en considérant la bureaucratie comme consommatrice d'une plus-value qui n'existe pas ?

L'inexistence de la plus-value, cependant, n'est qu'apparente. Ce n'est, en effet, pas d'une plus-value capitaliste qu'il s'agit, mais d'une forme historique nouvelle de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La plus-value capitaliste découle du monopole de propriété d'une classe sur les moyens de travail. Aussi le bourgeois s'en approprie-t-il les deux parties : l'une destinée à l'élargissement de la reproduction, et l'autre qui assure sa consommation individuelle. Il n'est pas libre d'effectuer ce partage à son gré. Les nécessités de l'accumulation, que lui dicte la concurrence, l'emportent en règle générale sur les extravagances de la consommation personnelle : celle-ci est subordonnée au rythme de l'accumulation. Même dans les formes les plus développées du capitalisme moderne (sociétés anonymes) où « la fonction est séparée de la propriété du capital » (1), et où le capitaliste est entièrement réduit au rôle de parasite, la nécessité de l'accumulation prime le versement du dividende.

L'oligarchie bureaucratique de l'Union des Soviets ne possède pas les moyens de travail. Elle en dispose en usufruit, comme curatrice de l'héritage capitaliste et comme tutrice des travailleurs. Elle s'approprie la plus-value sous forme d'appointements fixes ; elle accapare seulement la partie destinée à sa consommation individuelle. L'autre partie, consacrée à l'élargissement de la reproduction, apparaît seule dans le bilan des entreprises (étatiques et coopératives) comme bénéfice. Mais contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste, c'est la consommation personnelle, effectuée régulièrement et à titre de revenu fixe, qui s'opère quasi-indépendamment des nécessités d'accumulation, aux quelles on ne songe que lorsque les « frais d'administration », c'est-à-dire les besoins de la bureaucratie, sont couverts.

Dans les sociétés par actions de la bourgeoisie, le dividende disparaît quand l'accumulation l'exige. Dans les entreprises soviétiques, le fonds d'accumulation se réduit à zéro, voire à une quantité négative, lorsque le revenu de l'oligarchie bureaucratique est en jeu.

Cette nouvelle forme d'exploitation réalise un progrès dans le sens socialiste, du moins quant au principe qui règle la répartition de la plus-value. Dans la société bourgeoise, chaque capitaliste — ou chaque groupement de capitalistes — dispose individuellement de la partie accumulable du sur-

(1) K. Marx, *Le Capital*, t. XI p. 281.

produit. Dans l'économie soviétique, seul le surproduit destiné à la consommation revient individuellement à chaque membre de la caste exploitée, tandis que le fonds d'accumulation, soustrait à l'anarchie des initiatives privées, se trouve géré par des organes de la société — d'une société, il est vrai, dont la base antagonique est en voie de développement. Par malheur, une anarchie d'un autre genre, le marasme bureaucratique, s'est substituée à l'anarchie capitaliste des initiatives incontrôlables, et le fonds d'accumulation à gérer s'élève à près de zéro...

Pour combler cette lacune, la bureaucratie s'en prend à toutes les classes de la société. Puisqu'elle consomme presque intégralement le fonds d'accumulation sous forme d'appointments, d'autres doivent le restituer. Elle intensifie l'exploitation du prolétariat ; seule une couche d'ouvriers qualifiés, forts de leur monopole, parvient à s'y soustraire dans une certaine mesure. Elle manie le système des impôts, augmente les recettes de l'Etat par la vente de plus en plus massive de la vodka et par des emprunts forcés, et fait jouer son monopole tant en maintenant les prix des articles manufacturés à un niveau exorbitant qu'en comprimant, dans la mesure du possible — le mécontentement des paysans lui arrache souvent des concessions ! — les prix des produits agricoles. Cette dernière mesure est nécessaire pour éviter une diminution sensible du revenu de l'oligarchie et la hausse du prix de revient de l'industrie que pourrait entraîner un mouvement contre la baisse des salaires réels.

Une réflexion s'impose : s'agit-il réellement d'une plus-value ? Il ne suffit pas de considérer les appointments des bureaucrates comme provenant de l'exploitation des autres classes. Il faut le démontrer.

Le travail que la société dépense pour faire circuler les marchandises ne crée ni valeur ni produit. Les frais de circulation sont des faux-frais. Ils viennent en déduction de la valeur globale du produit total de la société. Les personnes chargées de ce travail doivent être entretenues par les producteurs, dont la part dans le produit social diminue d'autant (1). Déjà Quesnay a considéré les frais

de commerce comme « une dépense onéreuse », « quoique nécessaire ».

Le travail dépensé dans la circulation n'est donc pas productif, mais il est nécessaire, voir indispensable. Les agents de circulation sont des membres utiles de la société en ce sens que sans eux, les producteurs devraient se charger eux-mêmes de la distribution, ce qui réduirait le temps total de production de la société au profit du temps consacré à des fonctions improductives.

Il en est de même en ce qui concerne les personnes affectées aux fonctions publiques, aux institutions culturelles etc. Leur activité étant nécessaire pour la société, celle-ci doit les entretenir.

Les techniciens et les ingénieurs chargés de surveiller et de diriger la production exercent, par contre, une fonction productive. Bien que ne mettant pas « la main à la pâte », ils font partie de ce que Marx appelle le « travailleur collectif ». Ce n'est que la division de plus en plus développée du travail dans la société moderne qui les a détachés — apparemment — du processus direct de production, dont ils restent malgré tout les agents.

Cependant, productives ou improductives, toutes ces fonctions sont utiles à la société. On ne saurait donc parler de l'exploitation des travailleurs productifs par les agents de circulation, les fonctionnaires publics etc. On ne saurait en parler... jusqu'à une certaine limite.

Or, cette limite est largement dépassée dans la société soviétique. Lorsqu'il y a trois agents pour exercer une fonction qu'un seul pourrait remplir sans inconvénient, deux d'entre eux cessent d'être utiles. Leur travail est, alors, non seulement improductif, mais inutile, non seulement une dépense « onéreuse, quoique nécessaire », mais une perte sèche. La société doit dépenser une quantité démesurément importante de son travail global pour l'entretien de gens superflus.

Les bureaucrates, utiles s'ils sont en nombre proportionné, deviennent des parasites dès qu'ils sont en surnombre. De « machines qui diminuent une dépense inutile de force ou aident à rendre disponibles du temps de production », ils deviennent des rouages tournant à vide, causant des dépenses inutiles et diminuant le temps de production au profit des fonctions improductives.

Même en tenant compte de l'inexpérience, des aptitudes organisatrices moins développées et du penchant bureaucratique inné aux Russes, on constatera que la pléthore de fonctionnaires inutiles est révoltante dans l'Union soviétique. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les bilans et les rapports des différentes entreprises étatisées ou coopératives et d'en confronter les postes relatifs aux faux-frais d'administration avec les dépenses du

(1) « Lorsque les possesseurs de marchandises ne sont donc pas des capitalistes mais des producteurs directs et autonomes, le temps employé à l'achat et à la vente est à déduire de leur temps de travail : c'est pourquoi dans l'antiquité comme au moyen-âge, ils se sont toujours ingéniés à remettre ces opérations à des jours de fête... La fonction ne change pas de nature... parce qu'elle est détachée des fonctions productives dont elle n'était qu'un accessoire et devient fonction d'agents spéciaux ne s'occupant pas à autre chose. » Karl Marx (*Le Capital*, t. V, pp. 222 et 229).

même genre de n'importe quelle entreprise capitaliste (1).

Certes, on ne saurait exiger des directeurs des entreprises soviétiques et de leurs auxiliaires qu'ils se haussent d'un coup au niveau de leurs collègues européens. Ceux-ci bénéficient des fruits d'une expérience séculaire ; ils ont acquis leurs aptitudes organisatrices à travers de nombreuses générations forgées en pleine concurrence capitaliste ; leur initiative ne se heurte pas à l'apathie et à l'indifférence de larges couches populaires, arrachées depuis hier seulement à ce que Marx et Engels appellent dans le *Manifeste* « l'idiotisme de la vie des champs ».

Les faux-frais de circulation sont donc forcément plus élevés en Russie que dans les vieux pays capitalistes. Mais rien ne justifie ce fait exaspérant que les frais de circulation sont aujourd'hui en Russie, beaucoup plus élevés que jamais avant la Révolution d'Octobre...

C'est ici qu'apparaît nettement la différence entre l'exploitation capitaliste et l'exploitation pratiquée par l'oligarchie bureaucratique. Les exploiters bourgeois tirent leur plus-value de la propriété des moyens de production et d'échange ; les nouveaux exploiters russes la tirent de leur surnombre dans la sphère de circulation.

En régime capitaliste, les frais improductifs se réduisent au minimum compatible avec ce mode de production, basé sur le jeu anarchique des initiatives individuelles, sur l'absence d'un plan d'ensemble et sur l'énorme gaspillage qui en résulte. Dans chaque entreprise, la concurrence oblige le capitaliste à comprimer sans cesse le coût de production en général et les faux-frais en particulier. Pour le capital total de la société, la concurrence des capitaux individuels autour des sphères de placement aboutit au même résultat, en élevant ou en abaissant le taux de profit selon la pénurie ou la surabondance de capital dans telle ou telle branche. Une enflure disproportionnée de la sphère de circulation y provoque la baisse du taux de profit et fait refluer les capitaux vers les sphères productives.

Dans l'Union soviétique, la concurrence n'existe qu'entre le secteur socialiste et celui du capitalisme privé, pratiquement insignifiant. Le secteur socialiste, fort de son « poids spécifique », de sa position de monopole et des « leviers de commande » du pouvoir d'Etat, est rarement dans la nécessité impérieuse de battre l'adversaire en abaissant les

prix. Une compression sérieuse du prix de revient ne s'opère que dans la sphère de production, surtout par l'intensification du travail, en face de la carence des syndicats. Mais la bureaucratie se garde bien de réduire les frais improductifs, réduction dont elle serait la première à pâtir. N'est-il pas au plus haut point suggestif, à ce sujet, que quatre années de lutte acharnée contre le bureaucratisme — la presse bolchevique mène une campagne ininterrompue ! — n'aient pas donné le moindre résultat, de l'aveu même des dirigeants responsables ?

D'autre part, la concurrence des capitaux autour des sphères d'investissement ne s'exerce, dans l'Union soviétique, que dans le secteur restreint du capitalisme privé. Dans le secteur socialiste (entreprises d'Etat et coopératives), les sommes à affecter à telle ou telle branche sont fixées par le Plan d'Etat, qui s'est substitué au libre jeu de l'affluence et du retrait des capitaux sous l'impulsion du taux de profit.

La direction de l'économie suivant un plan, l'élimination de l'élément anarchique de la concurrence est sans doute un progrès. C'est au degré et à l'ampleur de cette direction consciente qu'on reconnaît le socialisme. Mais si le régulateur aveugle de la concurrence est supprimé, le plan d'ensemble seul est insuffisant à le remplacer : *il s'agit de savoir dans quelles conditions et par qui ce plan est établi et appliqué.*

Or, le plan est établi et appliqué par l'oligarchie bureaucratique elle-même, dans l'intérêt de cette oligarchie et *en l'absence de tout contrôle public*. Un plan élaboré et exécuté par l'ensemble des travailleurs réglerait mieux la production que ne le fait la concurrence. Sans la surveillance assidue de tous les producteurs, sans le contrôle effectif que les soviets, les syndicats, toute la masse laborieuse, devraient exercer, le plan devient un instrument d'exploitation aux mains d'une classe parasitaire. On voit ici que la démocratie, le contrôle public, dont le capitalisme peut se passer à la rigueur, devient dans une société socialiste, si rudimentaire soit-elle, un facteur indispensable à l'économie. Le stimulant de la concurrence, appelé à s'éteindre, doit être remplacé par un stimulant supérieur.

De même que l'absence de la concurrence en général permet à la bureaucratie de grever chaque entreprise de frais improductifs démesurés, l'absence de la concurrence des capitaux lui permet d'assigner, dans le plan d'ensemble, des sommes disproportionnées aux sphères improductives de l'économie, parce que le contrôle public fait défaut, parce que la dictature de l'« appareil » s'est substituée à la dictature du prolétariat. Et ce qui est vrai pour l'économie l'est aussi pour

(1) Il y a dans l'U.R.S.S. 2.300.000 employés et 2.400.000 ouvriers industriels. Dans les pays capitalistes, le nombre d'ouvriers industriels varie entre le triple et le quadruple du nombre des employés, c'est-à-dire des travailleurs improductifs.

les fonctions publiques, pour l'appareil d'Etat aussi bien que pour celui du Parti, des syndicats, des institutions culturelles. Des fonctions utiles deviennent des fonctions parasitaires si ceux qui les exercent sont en surnombre.

Karl Marx définit l'actionnariat, ce « résultat du développement suprême de la production capitaliste », comme « la production privée sans le contrôle de la propriété privée » (1). Sur la base de ce que nous venons de développer, l'on pourrait définir l'économie soviétique comme la production collectiviste sans le contrôle du propriétaire collectif.

Cependant, n'y a-t-il pas, dans l'Union Soviétique, d'autres classes exploiteuses, peut-être plus dangereuses ? Pourquoi s'en prendre à la bureaucratie, dont le niveau d'existence est relativement modeste, (2), alors qu'il y a le capitaliste privé des villes, le concessionnaire étranger et le *koulak* ?

Certes, *nepman*, concessionnaire et *koulak* sont des exploiters. Mais la plus-value que ces trois catégories prélèvent aujourd'hui est une nécessité sociale. On leur permet de se l'approprier parce que les faux-frais enfleraient dans les domaines qu'ils exploitent si l'Etat en assumait lui-même la gestion. La société perd moins en leur livrant des secteurs nettement circonscrits de la vie économique que si elle devait les prendre à sa propre charge. C'est une taxe d'apprentissage qui disparaîtrait dès que les travailleurs organisés seraient capables de faire mieux que ces exploiters.

Mais là encore, l'oligarchie bureaucratique fait perdre à la société des sommes considérables. Non contente de spolier toutes les classes laborieuses pour son propre compte, elle procure, par sa criminelle incurie, à ces trois catégories d'exploiteurs, notamment aux deux premières, des sur-bénéfices aucunement justifiés par les fonctions exercées par elles dans l'économie.

L'absence du contrôle public engendre la sélection à rebours, la foisonnement des incapables, la corruption, les « pots de vin », le népotisme et le gaspillage. C'est ainsi que les cas deviennent de plus en plus nombreux où les capitalistes privés, russes et étrangers, s'approprient une part démesurée des biens de la société. L'incurie et le gaspillage au Commissariat du commerce, notamment dans le commerce extérieur, livrent inutilement des millions de roubles aux capitalistes étrangers. Les organes commerciaux ont pris l'habitude de choisir, à l'étranger, non pas les vendeurs qui

offrent les meilleures conditions à l'Etat soviétique, mais ceux qui offrent les meilleures conditions aux bureaucrates.

Si le capitalisme privé, sous toutes ses formes, parvient aujourd'hui à augmenter ses revenus au-dessus de la taxe d'apprentissage à laquelle il a droit, ce n'est qu'à cause de l'oligarchie bureaucratique de la nouvelle caste exploiteuse. C'est à elle qu'il faut s'en prendre en premier lieu. Ce n'est qu'en la destituant de son rôle usurpé de curatrice et de tutrice que les travailleurs de l'U.R.S.S. parviendront à se défendre efficacement contre les autres exploiters et à les remettre à la portion congrue tant qu'ils ne pourront se passer d'eux.

PRIMUS.

CHIFFRES

En Belgique

Sur 2.240.000 votes, aux élections législatives du 26 mai, le parti communiste officiel en recueillit 41.700, et l'opposition communiste, 7.237. *L'Humanité* chante victoire. Mais il faut signaler que le p. c. officiel avait présenté des candidats dans 21 arrondissements (sur 30 que compte le pays), alors que l'opposition communiste n'en présentait que dans 5 arrondissements.

Le décompte des voix obtenues par l'opposition s'établit ainsi : Anvers : 1.047, Gand : 1.347, Bruxelles : 502, Charleroi : 2.951, et à Liège : 1.390. Le Parti Ouvrier Belge recueille 813.215 voix.

Rappelons que lors des élections partielles d'Anvers, où le séparatiste flamand Barmis fut élu, en décembre 1928, le candidat de l'opposition communiste avait réuni 3.483 voix tandis que le candidat du parti officiel n'en totalisait que 2.615.

En Angleterre

Le Parti Communiste anglais avait présenté, sur l'ordre de Moscou, 25 candidats contre le Labour Party. Bien entendu, aucun d'eux ne fut élu. Sur 24 millions de suffrages exprimés le P. C. en recueille 50.000. Les chiffres donnés par *L'Humanité* des voix obtenues par chaque candidat communiste sont tellement fantaisistes, que leur total atteint 66.305 ! Mais cela n'a guère d'importance. (Voir *L'Humanité* du 1 juin).

En Saxe

En Saxe, une élection générale pour le Landtag eut lieu. Pour la première fois l'opposition communiste (groupe Brandler) présentait des candidats après refus par le P. C. A. de pratiquer le front unique.

Les résultats furent les suivants : Social-démocrates : 922.118 voix, Nationalistes : 248.363 voix, Populistes : 363.417, Parti économique : 304.353, Communistes : 345.817 voix, Opposition Communiste : 22.594 voix. Ce résultat montre que l'emprise du P. C. A., qui dispose de moyens matériels considérables, est encore très forte sur les ouvriers saxons.

(1) K. Marx, *Le Capital*, t. XI pp. 282 et 284.

(2) A moins que les bureaucrates ne se livrent à l'abus de confiance au vol, à la dilapidation de fonds, etc., faits de plus en plus fréquents à cause de l'extinction complète du contrôle public.

QUE FAIRE?

Enquête auprès de nos amis et lecteurs

CAMARADES,

Chacun d'entre vous, membre du Parti Communiste, ou de la C.G.T.U., ou des organisations réformistes, ou sans parti, sait que le mouvement révolutionnaire subit une crise profonde que l'optimisme de façade de l'Humanité ne parvient pas à calmer. Vous savez comment l'Humanité réprime ou réprime toute tentative de discussion. Nous savons que, parmi les lettres que des correspondants ouvriers envoient au journal du p. c. un grand nombre parlent ouvertement en faveur d'une discussion, d'une réforme du parti, et des analyses de la situation faite par l'opposition : bien entendu, aucune de ces lettres-là n'est publiée.

Vous connaissez aussi d'une manière plus ou moins complète, les critiques et les solutions proposées par les éléments les plus fermes et les plus sains dans l'opposition communiste en France. En tant que lecteurs de La Lutte de Classes, vous avez connaissance de nos informations, de nos études, de notre orientation. Vous savez que nous voulons discuter les problèmes que le P.C. masque, ou qu'il se refuse à discuter de bonne foi.

**Pouvez-vous discuter
ouvertement dans le
parti ?**

NON

Ni les moyens, ni la documentation ne vous y sont fournis.

**Pouvez-vous discuter
en dehors ?**

OUI

Sans doute nous n'arrivons pas à paraître assez fréquemment, ni à donner assez d'informations, assez d'études. Nos rédacteurs sont peu nombreux, nos moyens faibles. Cependant tout notre effort vise à orienter nos lecteurs en dehors des directives imposées par la bureaucratie de l'I. C. Nous voulons aujourd'hui discuter avec eux, avec vous, cet effort et cette orientation.

ECRIVEZ-NOUS

en prenant comme base de discussion les questions suivantes, qu'il est essentiel de discuter aujourd'hui en pleine lumière:

**que pensez-vous de l'action
du Parti Communiste ?**

TACTIQUE ELECTORALE

(la tactique « classe contre classe » est-elle appliquée ? Que vaut-elle ? (exemples régionaux.) Réflète-t-elle la volonté de lutte du parti ou du prolétariat français ? Est-elle un masque ou une réalité ? A-t-elle un sens dans la période actuelle ?)

TRAVAIL SYNDICAL

Comment se pose, dans l'action quotidienne du prolétariat, le problème de l'Unité ? La « direction unique » peut-elle durer ? Qui pâtit le plus de la « liaison organique », le Parti ou la C.G.T.U. ?

REGIME DU PARTI

Comment la bureaucratie du parti peut-elle être écartée ? Ne faut-il pas instituer une profonde discussion sur tous les sujets ? Comment expliquer la baisse énorme d'effectifs ? le manque de travail effectif à l'intérieur des entreprises ?

**que pensez-vous de l'orienta-
tion de l'opposition ?**

(Pensez-vous que ses tâches puissent être immédiatement et concrètement définies ? Quelles peuvent être ses liaisons internationales ? Comment jugez-vous le travail effectué par elle jusqu'à présent ? Y a-t-il une opposition « de gauche » et une opposition « de droite » ? etc...)

**comment concevez-vous le
redressement du parti com-
muniste ?**

(Quelles formes d'organisation et principes nouveaux sont susceptibles de l'assurer ? Les circonstances objectives sont-elles décisives pour le déterminer ?)

REPONDEZ-NOUS

sur ces sujets, faites vos critiques, vos réflexions et vos propositions ; appuyez-vous sur la documentation et les études que nous avons fournies. Envoyez toutes les réponses au Secrétaire de Rédaction de La Lutte de Classes, 1, rue de la Réale, Paris, 1^{re}.

..... LES REVUES

LA REVOLUTION PROLETARIENNE. — n° 84 (1^{er} Juin). — Une *Lettre de Russie* dans laquelle le correspondant russe de la R. P. s'étonne de voir cette revue « faire campagne dans le sens de l'opposition trotskyste ». D'après lui l'opposition trotskyste aussi bien que les Staliniens fait fausse route en brutalisant le paysan, en développant l'étatisme, et en entravant la conquête de la liberté par le prolétariat russe. Le NOYAU de la R. P. publie une *Réponse* à cette lettre. Il écrit : « Nous... ne sommes pas trotskystes mais... pas davantage anti-trotskyistes ». « Nous savons ce qui nous sépare, dans l'ensemble et dans le détail, de Trotsky et de ses disciples. Ni nous, ni Trotsky ne l'avons jamais caché. Dès octobre 1922, nous affirmâmes notre syndicalisme dans un manifeste signé de la plupart d'entre nous et qui amena, par la suite, une réponse de Trotsky lui-même ». « Devant le régime d'oppression, de tyrannie et de terreur qui pèse actuellement sur l'ouvrier russe, soldisant « dictateur », notre camarade est prêt à accepter un développement de la bourgeoisie, parce qu'il espère que ce développement de la bourgeoisie amènera, au moins, avec lui, un peu de liberté pour la classe ouvrière. Cela, à vrai dire, n'est pas sûr; dans certains cas la bourgeoisie capitaliste sait assez bien s'accommoder de la tyrannie, exemple : l'Italie. Il y a donc fort à craindre que le développement de la bourgeoisie capitaliste en U. R. S. S. ne signifierait point la libération de la bureaucratie, mais simplement la bureaucratie plus le capitalisme. En tout cas, ce serait la une solution de désespoir ». — *Le Premier Mai sanglant de Berlin*, résumé par G. Airelle d'après Paul FROELICH.

CONTRE LE COURANT. — n° 31.

Plusieurs articles de TROTSKY, au sujet de la position politique de Radek. L'un commente la récente volte-face de Radek ; un autre est une minutieuse analyse de thèses élaborées par Radek il y a un an.

LA VIE DE LA REVUE

Notre envoi de circulaires a eu un effet salutaire sur grand nombre de camarades : les réabonnements rentrent. *Ma's il y en a encore beaucoup en retard.* Camarades, n'attendez plus ! Nous en avons besoin immédiatement ! Quant à ceux de nos camarades qui sont des lecteurs au numéro, nous faisons une fois de plus appel à eux : **QU'ILS S'ABONNENT !**

Rien qu'à Paris nous avons plus de trois cent lecteurs au numéro; ces 300 camarades sont certainement en mesure de verser 20 francs pour un abonnement. Et une fois abonnés, ils peuvent nous faire lire par d'autres camarades.

Notre situation améliorée nous a permis de publier ce numéro sur 24 pages.

Le prochain numéro contiendra 32 pages; il paraîtra le premier août et comptera comme numéro double pour les mois de juillet et août.

NOTRE SOUSCRIPTION

Nous rappelons aux camarades que notre souscription reste ouverte d'une façon permanente. Mais la meilleure façon de souscrire c'est encore de prendre et de faire prendre un abonnement.

Prière de libeller tous les mandats au nom de P. Naville. Compte chèque postal : 1333-80. Naville-Paris.

Vient de paraître :

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par A. Dunois

1 vol. de 600 pages 25 francs

A la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

vous trouverez
à la

Librairie Ouvrière

67 Boulevard
de Belleville

ce qui concerne
le Mouvement
COMMUNISTE
INTERNATIONAL
et particulièrement
les publications
de l'OPPOSITION



Compte Chèque Postal : 1331-65-Prudhommeaux-Paris.

REÇU AU BUREAU DE LA REVUE

L'antichambre de la Mort, par Jean GOLDSKY, (Paris-Edition). — *Mises au Point*, par ADAMOV, LUMBROSO, SERNET. (Ed. Discontinué). — *A l'ouest rien de nouveau*, par E. MARIA REMARQUE, (Librairie Stock).



Le Gérant : Pierre NAVILLE

Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)